

**Inside Secure**

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés**

**(Exercice clos le 31 décembre 2016)**

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63 rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine*

*Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60,  
www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

*Antoine Olanda*

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Aix-Bastia 38, Parc du Golf, 13856 Aix-en-Provence

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés**

**(Exercice clos le 31 décembre 2016)**

Aux Actionnaires  
**Inside Secure**  
Rue de la Carrière de Bachasson  
13590 Meyreuil

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Inside Secure, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**I - Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **II - Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2016 tiennent compte de spécificités propres au secteur des nouvelles technologies dans lequel la société opère. Comme indiqué dans la note 4 aux états financiers consolidés « Estimations et jugements comptables déterminants », la société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment la reconnaissance du revenu, la dépréciation des actifs non courants et des écarts d'acquisition et la comptabilisation de l'impôt sur les sociétés.

Les modalités suivies à ce titre sont décrites dans la note 2 aux états financiers consolidés « Résumé des principales méthodes comptables ». Sur l'ensemble de ces estimations, nous avons examiné la documentation disponible, apprécié le caractère raisonnable des évaluations retenues par la direction de la société et vérifié que les notes associées à celles-ci donnent une information appropriée sur les hypothèses retenues par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III - Vérification spécifique**

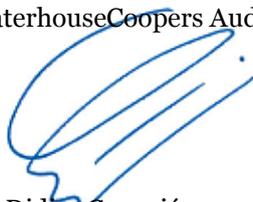
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

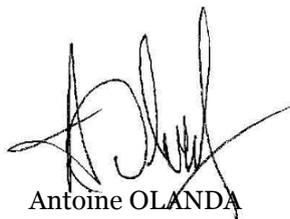
Fait à Neuilly-sur-Seine et Aix-en-Provence, le 24 mars 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Didier Cavanié  
Associé



Antoine OLANDA  
Associé

## Compte de résultat consolidé

En milliers de dollars	Note	Exercice clos le 31 décembre	
		2015 (*)	2016
<b>Chiffre d'affaires</b>	7	<b>26 920</b>	<b>49 944</b>
Coût des ventes		(11 935)	(8 951)
<b>Marge brute</b>		<b>14 985</b>	<b>40 993</b>
Frais de recherche et développement	28	(10 646)	(15 257)
Frais commerciaux et de marketing		(10 657)	(11 348)
Frais généraux et administratifs		(9 781)	(8 058)
Autres produits / (charges) opérationnels, nets	29	(2 407)	(4 216)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>(18 507)</b>	<b>2 114</b>
Produits / (charges) financiers, nets	32	(808)	(684)
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>(19 315)</b>	<b>1 430</b>
Produit / (charge) d'impôts sur le résultat	33	(335)	(1 695)
Résultat net des activités poursuivies		(19 650)	(265)
Résultat net des activités non poursuivies	35	(24 933)	12 609
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>(44 583)</b>	<b>12 344</b>
<b>Résultat revenant aux :</b>			
Actionnaires de la Société		(44 583)	12 344
Intérêts non contrôlés		-	-
<b>Résultat par action :</b>	34		
Résultat net par action		(1,29)	0,30
Résultat net dilué par action		(1,29)	0,30
Résultat net des activités poursuivies par action		(0,57)	(0,01)
Résultat net dilué des activités poursuivies par action		(0,57)	(0,01)
Résultat net des activités non poursuivies par action		(0,72)	0,31
Résultat net dilué des activités non poursuivies par action		(0,72)	0,31

(\*) Le résultat net de l'activité semi-conducteurs non poursuivie (note 1), est présenté en application de la norme IFRS 5 dans la rubrique "résultat net des activités non poursuivies". Le compte de résultat consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 a été retraité de la même façon pour permettre une comparaison des deux périodes comptables.

## Etat du résultat global consolidé

En milliers de dollars	Exercice clos le 31 décembre	
	2015	2016
Résultat net consolidé	(44 583)	12 344
Pertes actuarielles sur engagements de retraite - activités poursuivie	72	(98)
Pertes actuarielles sur engagements de retraite - activités non poursuivie	179	(244)
<b>Éléments du résultat global non recyclables au compte de résultat</b>	<b>252</b>	<b>(342)</b>
Couverture des flux de trésorerie (uniquement activité poursuivie)	695	(68)
Différences de conversion activités poursuivie	(407)	(3 890)
Différences de conversion activités non poursuivie	752	970
<b>Éléments du résultat global recyclables au compte de résultat</b>	<b>1 040</b>	<b>(2 988)</b>
Autres éléments du résultat global	1 292	(3 330)
<b>Total du résultat global</b>	<b>(43 291)</b>	<b>9 014</b>
<b>Résultat global revenant aux</b>		
Actionnaires de la Société	(43 291)	9 014
Intérêts non contrôlant	-	-
<b>Total du résultat global</b>	<b>(43 291)</b>	<b>9 014</b>

## Bilan Consolidé – Actif

En milliers de dollars	Note	31 décembre 2015	31 décembre 2016
Goodwill	8	20 873	18 773
Immobilisations incorporelles	9	15 760	6 534
Immobilisations corporelles	10	1 744	1 523
Autres actifs non courants	16	19 022	5 361
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>57 399</b>	<b>32 191</b>
Stocks	13	7 943	65
Clients et comptes rattachés	14	8 282	8 630
Obligations remboursables en actions	15	-	11 648
Autres actifs courants	16	12 765	4 845
Instruments financiers dérivés actifs	12	275	90
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	16 434	27 081
<b>Total des actifs courants</b>		<b>45 699</b>	<b>52 358</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>103 097</b>	<b>84 549</b>

## Bilan Consolidé – Passif

En milliers de dollars	Note	31 décembre 2015	31 décembre 2016
Capital	18	18 218	22 023
Primes d'émission	18	226 518	228 029
Autres réserves	20	15 250	12 493
Report à nouveau	20	(166 635)	(211 218)
Résultat		(44 583)	12 344
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>48 767</b>	<b>63 670</b>
Intérêts non contrôlés		-	-
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>48 767</b>	<b>63 670</b>
Passif sur accord de licence et activités transférées - Part long terme	22	1 907	-
Dettes financières - Part long terme	23	11 806	128
Avances remboursables	24	5 056	-
Engagements de retraite	25	993	336
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>19 762</b>	<b>465</b>
Passif sur accord de licence et activités transférées - Part court terme	22	6 486	-
Instruments dérivés passifs	12	324	193
Fournisseurs et dettes rattachées	21	17 232	11 524
Dettes financières - Part court terme	23	6 558	670
Provisions pour autres passifs	26	689	4 308
Produits constatés d'avance	27	3 278	3 719
<b>Total des passifs courants</b>		<b>34 568</b>	<b>20 414</b>
<b>Total du passif</b>		<b>54 330</b>	<b>20 879</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>103 097</b>	<b>84 549</b>

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En milliers de dollars	Part du Groupe				Total	Intérêts non contrôlés	Total des capitaux propres
	Capital	Primes d'émission	Autres réserves	Report à nouveau et résultat			
<b>Au 1er janvier 2015</b>	<b>18 020</b>	<b>225 820</b>	<b>13 494</b>	<b>(166 635)</b>	<b>90 699</b>	-	<b>90 699</b>
Résultat de l'exercice	-	-	-	(44 583)	(44 583)	-	(44 583)
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	-	-	252	-	252	-	252
Juste valeur des instruments dérivés	-	-	695	-	695	-	695
Différences de conversion	-	-	345	-	345	-	345
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	<b>1 292</b>	<b>(44 583)</b>	<b>(43 292)</b>	-	<b>(43 292)</b>
Plans d'actionnariat salarié							
Paiements fondés sur des actions	-	-	478	-	478	-	478
Exercice de stocks options et/ou attribution définitive d'actions	18	-	-	-	18	-	18
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Ligne de financement en fonds propres (note 16)	180	698	(43)	-	835	-	835
Actions propres	-	-	29	-	29	-	29
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>18 218</b>	<b>226 518</b>	<b>15 250</b>	<b>(211 218)</b>	<b>48 767</b>	-	<b>48 767</b>
<b>Au 1er janvier 2016</b>	<b>18 218</b>	<b>226 518</b>	<b>15 250</b>	<b>(211 218)</b>	<b>48 767</b>	-	<b>48 767</b>
Résultat de l'exercice	-	-	-	12 344	12 344	-	12 344
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	-	-	(342)	-	(342)	-	(342)
Juste valeur des instruments dérivés	-	-	(68)	-	(68)	-	(68)
Différences de conversion	-	-	(2 921)	-	(2 921)	-	(2 921)
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	<b>(3 331)</b>	<b>12 344</b>	<b>9 013</b>	-	<b>9 013</b>
Plans d'actionnariat salarié							
Paiements fondés sur des actions	-	-	627	-	627	-	627
Souscription de BSA	-	-	-	-	-	-	-
Exercice de stocks options et/ou attribution définitive d'actions	5	-	-	-	5	-	5
Opérations sur capital (Note 18)	3 800	1 511	-	-	5 311	-	5 311
Ligne de financement en fonds propres (note 18)	-	-	-	-	-	-	-
Actions propres	-	-	(53)	-	(53)	-	(53)
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>22 023</b>	<b>228 029</b>	<b>12 493</b>	<b>(198 874)</b>	<b>63 670</b>	-	<b>63 670</b>

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

En milliers de dollars		Exercice clos le	
	Notes	31 décembre 2015 (*)	31 décembre 2016
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>(19 650)</b>	<b>(265)</b>
Elimination des éléments sans incidence de trésorerie :			
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	10	1 097	1 189
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	9	10 590	3 997
(Reprises) / Dotations aux provisions pour clients douteux, nettes	14	(311)	(136)
Résultat financier		808	684
Résultat sur cessions d'actifs		617	-
Charges liées aux paiements fondés sur des actions		478	627
Variations de la provision pour engagements de retraite		(104)	(793)
Charge d'impôts sur le résultat		335	1 694
Variations des provisions pour risques	26	(26)	828
<b>Flux nets de trésorerie générés/(absorbés) par les activités poursuivies</b>		<b>(6 166)</b>	<b>7 824</b>
<b>Flux nets de trésorerie générés/(absorbés) par les activités non poursuivies</b>		<b>(11 110)</b>	<b>(3 766)</b>
<b>Flux nets de trésorerie générés/(absorbés) par l'activité hors variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>(17 276)</b>	<b>4 058</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement :</b>			
Stocks	13	58	41
Clients et comptes rattachés	14	3 197	(1 557)
Autres créances	16	570	(194)
Crédit d'impôt recherche et subventions	15	(3 405)	(2 918)
Fournisseurs et dettes rattachées	16	1 081	1 160
Autres dettes	16	(3 177)	(1 911)
Flux nets de trésorerie générés/(absorbés) par le besoin en fonds de roulement des activités non poursuivies	35	(6 097)	6
<b>Flux nets de trésorerie générés/(absorbés) par le besoin en fonds de roulement</b>		<b>(7 773)</b>	<b>(5 373)</b>
<b>Flux de trésorerie générés/(absorbés) par l'activité</b>		<b>(25 049)</b>	<b>(1 315)</b>
Intérêts reçus / (payés)		(32)	(95)
Impôts sur le résultat payés		(18)	(194)
<b>Flux nets de trésorerie générés/(absorbés) par l'activité</b>		<b>(25 099)</b>	<b>(1 604)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>			
Acquisition de filiales, nette de la trésorerie acquise		(225)	-
Cession (acquisition) de titres de participation mis en équivalence	39	165	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	10	(438)	(164)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	9	(98)	(32)
Flux d'investissement liés aux activités non poursuivies	35	(592)	2 082
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		<b>(1 187)</b>	<b>1 886</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
Produits des opérations sur le capital	18	870	5 311
Avances remboursables	24	(263)	(273)
Financement du crédit d'impôt recherche	16	5 946	5 833
Location-financement - remboursement de la part en capital		(330)	(346)
Rachat d'actions propres		28	(54)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>6 252</b>	<b>10 471</b>
<b>Variation de trésorerie nette</b>		<b>(20 034)</b>	<b>10 753</b>
Trésorerie disponible à l'ouverture		36 315	16 434
Effet des variations des cours de change		129	69
Impact de change des activités non poursuivies	35	24	(175)
<b>Trésorerie disponible à la clôture</b>	17	<b>16 434</b>	<b>27 081</b>

(\*) Les flux de trésorerie de l'activité semi-conducteurs non poursuivie (note 1), sont présentés en application de la norme IFRS 5 sur des lignes distinctes au sein du tableau des flux de trésorerie selon leur catégorie. Le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 a été retraité de la même façon pour permettre une comparaison des deux périodes comptables.

## Notes aux états financiers consolidés

### 1. Informations générales et événements significatifs de la période

Inside Secure (« la Société ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») conçoit, développe et commercialise des logiciels embarqués et des composants de propriété intellectuelle dédiés à la sécurité des transactions, des contenus et de l'identité numérique.

Les actions de la Société sont cotées sur le marché réglementé Euronext à Paris sous le code Isin FR0010291245.

La Société est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Son siège social se situe à l'Arteparc Bachasson, rue de la carrière de Bachasson à Meyreuil (13590), France.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le directoire de la Société le 17 février 2017.

#### *Réorganisation des activités du Groupe*

Le 25 février 2016, la Société a annoncé son désengagement de son activité historique de conception et de commercialisation de produits semi-conducteurs ainsi qu'un redimensionnement des opérations nécessitant une restructuration de ses effectifs et de son organisation.

La cession de l'activité semi-conducteurs a été finalisée le 20 septembre 2016. Le périmètre de la transaction comprend la cession des produits, des technologies, des contrats clients et de certains brevets. Plus généralement, il porte également sur la cession des actifs liés au développement et à la commercialisation de circuits intégrés sécurisés ainsi qu'au personnel dédié à cette activité (R&D, ventes, marketing et support). Ce périmètre correspond essentiellement aux activités semi-conducteurs d'Inside Secure centrées sur l'Internet des Objets, la lutte contre la contrefaçon et la protection des marques, le paiement EMV par carte à puce et l'accès sécurisé.

L'activité semi-conducteurs constituant une branche complète d'activité, le résultat de cette activité sur la période jusqu'à la date de cession ainsi que le résultat de cession ont été isolés sur une ligne « Résultat net des activités non poursuivies »

Le compte de résultat, l'état du résultat global et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été retraités de la même façon pour permettre une comparaison des deux périodes comptables.

La restructuration a conduit à réduire les effectifs du Groupe, en France et dans différents pays où le Groupe est présent. Au 31 décembre 2016, ce plan est finalisé et tous les coûts ont été comptabilisés. Le coût de la restructuration est décrit dans la note 29.

#### *Augmentation de capital :*

En avril 2016, Inside Secure a réalisé une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription pour un montant de 5,5 millions de dollars, prime d'émission incluse, après imputation des frais relatifs à cette opération (voir note 18).

## **2. Résumé des principales méthodes comptables**

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

### ***2.1 Base de préparation des états financiers***

Les états financiers consolidés du Groupe ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux interprétations IFRIC, tels qu'adoptés par l'Union Européenne. Les IFRS sont disponibles sur le site web de la Commission Européenne :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_en.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_en.htm)

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés (contrats à terme et options) et des obligations remboursables en actions détenues qui sont évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés sont exposés à la note 4.

#### ***2.1.1 Devise de présentation***

Conformément au paragraphe 38 de la norme IAS 21, le Groupe a retenu le dollar américain (ci-après « dollar US » ou « dollar » ou « \$ ») pour la présentation de ses états financiers consolidés. Le dollar US est la monnaie fonctionnelle d'Inside Secure, monnaie dans laquelle est libellée la majorité de ses transactions. C'est également la monnaie principalement utilisée pour les transactions au sein du Groupe. La monnaie fonctionnelle d'Inside Secure Corporation (Etats-Unis) et Metaforic Corp. (Etats Unis) est le dollar US, le dollar singapourien était la monnaie fonctionnelle d'Inside Secure (Asia) Pte Ltd (société cédée au cours de l'exercice dans le cadre de la cession de l'activité semi-conducteurs), la livre sterling est la monnaie fonctionnelle de Inside Secure UK Ltd et de Metaforic Ltd UK, l'euro est la monnaie fonctionnelle d'Inside Secure B.V, Inside Secure Amsterdam B.V et Inside Secure Oy et était la monnaie fonctionnelle de Vault-IC France SAS (société cédée au cours de l'exercice dans le cadre de la cession de l'activité semi-conducteurs), le Yen est la monnaie fonctionnelle d'Inside Secure K.K.

Les taux de conversion du dollar vers l'euro, principale devise utilisée dans le Groupe après le dollar, sur les exercices 2015 et 2016 sont les suivants :

Dollar / euro	2015	2016
Taux de clôture	1,0887	1,0541
Taux moyens	1,1096	1,1066

#### ***2.1.2 Application des nouvelles normes et amendements aux normes publiées***

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2015 à l'exception des éléments ci-dessous :

Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1er janvier 2016 :

- Améliorations IFRS, cycle 2010-2012
- Améliorations IFRS, cycle 2012-2014
- Amendements d'IAS 16 – Immobilisations corporelles et d'IAS 38 – Immobilisations incorporelles: Clarification des méthodes d'amortissement acceptables
- Amendements d'IAS 1 – Présentation des états financiers : Précisions concernant la matérialité et la pertinence

Les normes, amendements et interprétations appliqués depuis le 1er janvier 2016 n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2016.

Normes, amendements et interprétations d'application non obligatoire au 1er janvier 2016 mais pouvant être anticipée :

- IFRS 9, Instruments financiers – Classification des actifs et passifs financiers
- IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients
- IFRS 16, Contrats de location

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces normes, amendements et interprétations dans les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2016. Le Groupe effectuera une évaluation de leurs impacts éventuels dans les comptes consolidés du semestre clos le 30 juin 2017.

## **2.2 Consolidation**

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités ad hoc) que le Groupe contrôle. Le contrôle du Groupe est caractérisé par les trois éléments suivants :

- pouvoir sur l'autre entité ;
- exposition, ou droits à des rendements variables de cette autre entité ;
- capacité d'utiliser son pouvoir afin d'impacter les rendements.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de filiales par le Groupe. Le prix d'une acquisition correspond à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés à la date de l'acquisition, y compris la juste valeur des ajustements éventuels de prix. Les ajustements éventuels de prix ultérieurs au délai d'affectation de 12 mois après la date d'acquisition sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture en contrepartie du compte de résultat. Les frais accessoires liés aux acquisitions sont enregistrés en charges de la période sur la ligne « Autres produits / (charges) opérationnels, nets ». L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets identifiables acquis est comptabilisé en tant qu'écart d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles du Groupe.

Le Groupe n'a pas d'intérêts minoritaires ni de participations significatives dans une entité nécessitant le traitement en mise en équivalence.

### **2.3 Information sectorielle**

Suite à la cession de l'activité semi-conducteurs (voir note 1) le Groupe n'a plus qu'une seule activité « Sécurité Mobile ». Par conséquent, la performance du Groupe est désormais analysée par les décideurs opérationnels au niveau consolidé en considérant un seul secteur opérationnel (« Sécurité Mobile »). Les décideurs opérationnels sont les membres du directoire, en charge de l'élaboration des décisions stratégiques. Le directoire est composé de cadres dirigeants du Groupe.

### **2.4 Conversion des opérations en devises**

#### **(a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers**

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités ("la monnaie fonctionnelle"). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars US, monnaie fonctionnelle de la Société et monnaie de présentation du Groupe.

#### **(b) Transactions et soldes**

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et les gains de change résultant du dénouement de ces transactions comme ceux résultant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises, sont comptabilisés en résultat, sur la ligne "Produits / (charges) financiers, nets".

Les pertes et gains de change relatifs aux écarts de change réalisés sur des transactions à caractère opérationnels dénouées sur l'exercice ainsi que l'impact de la réévaluation au taux de clôture des actifs et passifs d'exploitation libellés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle des sociétés consolidées sont comptabilisés en résultat opérationnel.

Les pertes et gains de change relatifs à des opérations à caractère financier dénouées sur l'exercice ainsi que l'impact de la réévaluation en dollar US au taux de clôture de la trésorerie libellée en euros sont comptabilisés en résultat financier.

#### **(c) Sociétés du Groupe**

Les comptes de toutes les entités du Groupe, dont aucune n'exerce ses activités dans une économie hyper inflationniste, dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation, selon les modalités suivantes :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis aux cours de clôture à la date de chaque bilan ;
- les produits et les charges de chaque poste du compte de résultat sont convertis aux taux de change moyens, sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions ; et
- toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres sur la ligne "Différences de conversion".

## **2.5 Dépréciation des actifs non financiers et détermination des unités génératrices de trésorerie retenues**

Les actifs non financiers, notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Aux fins de l'évaluation d'une perte de valeur, les actifs non financiers à l'exception de certaines immobilisations incorporelles dédiées à des produits spécifiques (voir note 2.8), sont regroupés en unités génératrices de trésorerie qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants.

## **2.6 Goodwill et autres immobilisations incorporelles**

### **(a) Goodwill**

Le goodwill représente l'excédent du prix d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale associée à la date d'acquisition. Le goodwill comptabilisé séparément est soumis à un test annuel de dépréciation et est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable du goodwill attaché à l'entité cédée.

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie aux fins de réaliser des tests de dépréciation. Les unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie auxquels les goodwill sont affectés sont ceux susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux goodwill. La direction du Groupe a déterminé les unités génératrices de trésorerie comme étant les secteurs d'activité qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants. Dans le cadre de sa réorganisation en 2013 autour de deux divisions opérationnelles (« Sécurité mobile » et « Transactions sécurisées »), le Groupe a recentré ses activités autour d'une plate-forme de recherche et développement et de production commune et d'une force de ventes globale. Suite à la cession de l'activité semi-conducteurs le Groupe a conservé une seule division, « Sécurité Mobile », qui est considérée comme constituant une unité génératrice de trésorerie unique.

### **(b) Redevances de licences de propriété intellectuelle**

Les redevances de licences de propriété intellectuelle immobilisées correspondent aux licences qui ont été transférées au Groupe dans le cadre d'acquisitions et représentent les redevances à percevoir au titre de technologies développées et licenciées antérieurement à la date du transfert. Le portefeuille de redevances de licences de propriété intellectuelle à percevoir est reconnu comme un actif incorporel dans la mesure où l'effort commercial et technologique a été réalisé par l'entité acquise avant le regroupement. Cet actif incorporel est amorti au compte de résultat sur la ligne « Coût des ventes ».

### **(c) Technologies brevetées acquises**

Les technologies brevetées acquises sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés.

Chaque technologie dédiée à un produit spécifique est individuellement soumise à un test de dépréciation basé sur les ventes projetées du produit correspondant lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de sa valeur comptable est mise en doute. Lorsqu'une technologie ne peut être associée à un produit spécifique, l'unité génératrice de trésorerie utilisée pour les tests de dépréciation est le secteur d'activité utilisant cette technologie.

Lorsqu'une technologie brevetée acquise n'est plus utilisée, la valeur brute correspondante et l'amortissement cumulé sont sortis de l'actif.

Les technologies brevetées acquises sont amorties au compte de résultat dans la ligne "Frais de recherche et développement" lorsqu'elles sont utilisées dans le cadre de projets d'études et de conception de produits en cours de développement, ou en "Coûts des ventes" lorsqu'elles sont utilisées dans le processus de production.

#### (d) Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts supportés dans le but d'acquérir et de mettre en service les logiciels concernés. Ces logiciels inscrits à l'actif incluent ceux repris dans le cadre de regroupements d'entreprises. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

Les coûts associés au développement et à la maintenance des logiciels sont comptabilisés en charges au fur et à mesure des dépenses.

#### (e) Recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Les coûts correspondants aux développements de projets – conception et tests de solutions nouvelles ou améliorées - sont reconnus en actif incorporel lorsque les critères suivants sont remplis :

- Le Groupe a l'intention, la capacité financière et la capacité technique de conduire le projet de développement à son terme.
- Le Groupe dispose des ressources nécessaires afin de terminer la mise au point du développement et d'utiliser ou de commercialiser le produit développé.
- Il existe une probabilité élevée que les avantages économiques futurs attribuables aux produits développés aillent au Groupe.
- Les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle pendant son développement peuvent être mesurées de façon fiable.

Les dépenses de développement qui ne respectent pas ces critères sont reconnues en charges de l'exercice.

Au 31 décembre 2015, les dépenses de recherche et développement financées par des avances remboursables étaient inscrites à l'actif dans la mesure où le Groupe disposait des ressources nécessaires afin de mener à bien la mise au point de certains programmes de développement précisément définis et qu'il bénéficiera d'avantages économiques futurs, soit du fait de l'abandon de l'avance remboursable, soit du fait des flux de trésorerie générés par les ventes futures de produits développés dans ce cadre. Les dépenses de recherche et développement financées par des avances remboursables étaient destinées à l'activité semi-conducteurs. Dans le cadre de la cession de cette activité au cours de l'exercice 2016, cet actif a été transféré à l'acquéreur.

### ***2.7 Immobilisations corporelles***

Le Groupe occupe des locaux en France, en Europe, en Asie et aux Etats-Unis dans le cadre de contrats de location simple. Son siège social à Meyreuil, à proximité d'Aix-en-Provence en France, abrite les fonctions de direction générale et de support du Groupe, ainsi qu'une partie des équipes de ventes et marketing et de recherche et développement.

Le mobilier et matériel administratif correspond aux équipements informatiques et à l'agencement des bureaux.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique diminué des amortissements. Le coût historique comprend les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs.

Les frais de réparations et d'entretien sont constatés en charges au cours de l'exercice au fur et à mesure des dépenses encourues.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire afin de ramener le coût des actifs à leurs valeurs résiduelles sur leurs durées d'utilité estimées comme suit :

- |  |            |
|--|------------|
| - Installations et agencements         | 5 à 15 ans |
| - Matériels informatiques et R&D       | 1 à 3 ans  |
| - Matériels et outillages industriels  | 1 à 5 ans  |
| - Mobilier et matériels administratifs | 3 à 8 ans  |

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

Les pertes ou les profits sur cessions d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé et sont comptabilisés au compte de résultat dans la ligne "Autres produits / (charges) opérationnels, nets".

### ***2.8 Dépréciation des actifs non courants***

La norme IAS 36 définit les procédures qu'une entreprise doit appliquer pour s'assurer que la valeur nette comptable de ses actifs n'excède pas leur valeur recouvrable, c'est-à-dire le montant qui sera recouvré par leur utilisation ou leur vente. En dehors du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie qui font l'objet de tests annuels systématiques de dépréciation, la valeur recouvrable d'un actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet actif a pu perdre de sa valeur.

### **Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)**

L'Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») est le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Suite à la cession de l'activité semi-conducteurs, le Groupe est organisé autour d'une seule division opérationnelle, « Sécurité mobile » (voir note 6) et a déterminé que cette division représente une UGT pour les besoins de la réalisation des tests de dépréciation des actifs non courants.

### **Indices de perte de valeur**

Le Groupe suit régulièrement l'évolution de ses résultats par rapport à ses prévisionnels pour l'ensemble de son activité. Il suit également les indicateurs économiques. Ces éléments constituent le cas échéant des indices de perte de valeur.

### **Détermination de la valeur recouvrable**

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Au cas particulier, les actifs non courants sont testés sur la base de leur valeur d'utilité. Si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable, un calcul de juste valeur est réalisé afin de déterminer si une dépréciation doit être comptabilisée.

La valeur d'utilité de l'activité est fondée sur une projection des flux de trésorerie estimés actualisés tenant compte des risques spécifiques à la nature technologique de l'activité du Groupe.

Une évolution des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.

### **Perte de valeur**

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans les « Autres produits/ (charges) opérationnelles, nets ».

A l'exception des goodwill, une perte de valeur comptabilisée les années précédentes peut être reprise mais uniquement s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

## **2.9 Actifs financiers**

### **2.9.1 Catégories**

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : actifs évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat, prêts et créances, ou actifs disponibles à la vente. La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition de ces actifs financiers. La direction du Groupe détermine la classification de ses actifs financiers lors de la comptabilisation initiale.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture, ces derniers étant alors classés en actifs non courants.

Le Groupe ne dispose pas d'actifs financiers disponibles à la vente.

### **2.9.2 Evaluation**

Les variations de juste valeur des actifs financiers libellés en devises (certains actifs financiers du Groupe sont libellés en euros) résultant des différences de conversion sont comptabilisées au compte de résultat dans la ligne "Produits / (charges) financiers, nets" à l'exception des variations de juste valeur des actifs financiers se rapportant à des activités opérationnelles tels que les comptes clients qui sont présentées au sein du résultat opérationnel.

### **2.9.3 Dépréciation**

Pour les prêts et créances, le montant de la dépréciation est évalué en prenant en compte la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés au taux d'intérêt initial. Le cas échéant, la valeur comptable de l'actif est ainsi diminuée et le montant de la dépréciation est enregistré au compte de résultat en fonction de la nature du prêt.

Si au cours de la période suivante le montant de la dépréciation vient à diminuer et que cette diminution peut être liée de manière objective à un événement survenu après que la dépréciation a été enregistrée, une reprise est enregistrée au compte de résultat sur la même ligne que la comptabilisation initiale.

#### **2.9.4 Obligations remboursables en actions**

Le 20 septembre 2016, la Société a finalisé la cession de son activité semi-conducteurs à WISeKey. À la réalisation de l'accord, la Société s'est vue attribuer, pour paiement partiel du prix, des obligations remboursables en actions cotées de la société WISeKey International Holding Ltd pour un montant nominal de 11 000 milliers CHF (11 287 milliers de dollars). Les obligations ont une échéance de neuf mois et peuvent être converties, à l'issue d'une période de deux mois suivant leur attribution, en actions WISeKey, librement négociables, moyennant une décote minimale de 10% sur le prix moyen pondéré par les volumes des quinze jours de bourse précédant la date de conversion. Par exception, WISeKey a le droit de rembourser en numéraire les obligations non converties, et la Société peut demander, 20 jours avant le terme de l'emprunt obligataires, le remboursement en numéraire pour un maximum de 30% du montant des obligations émises. Pour les impacts sur la performance financière du Groupe, voir note 15.

Au sens de la norme IAS 39, ces obligations constituent des instruments hybrides (incluant un contrat hôte et des dérivés incorporés multiples). Le Groupe a retenu l'option offerte par la norme de comptabiliser la totalité de l'instrument à la juste valeur par résultat, sans qu'il soit nécessaire de distinguer les dérivés incorporés du contrat hôte. Par conséquent, le Groupe évalue et comptabilise à chaque clôture ces obligations convertibles sur la base de leur juste valeur, les variations de juste valeur d'une période à l'autre étant constatées au compte de résultat sur la ligne « Produits / Charges financiers, nets ». Dans la mesure où ces instruments ont été souscrits à l'occasion de la remise en échange d'une activité et dans la mesure où ces obligations convertibles ne sont pas cotées sur un marché actif, le Groupe évalue la juste valeur de ces obligations convertibles en utilisant un modèle d'évaluation d'options (niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur selon IFRS 13).

#### **2.10 Instruments financiers dérivés et opérations de couverture**

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat de dérivé ; ils sont ensuite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte afférente dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. Le Groupe désigne certains dérivés comme des couvertures d'un risque spécifique associé à un passif comptabilisé ou à une transaction future hautement probable (couverture de flux de trésorerie).

Dès le début de la transaction, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa politique de couverture. Le Groupe documente également l'évaluation, tant au commencement de l'opération de couverture qu'à titre permanent, du caractère hautement efficace des dérivés utilisés pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

Les justes valeurs des différents instruments dérivés utilisés à des fins de couverture sont mentionnées en note 12. Les variations du poste "Couvertures de flux de trésorerie" dans les capitaux propres sont indiquées dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés. La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actif ou passif non courant lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et dans les actifs ou passifs courants lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est inférieure à 12 mois. Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont classés en actifs ou passifs courants.

#### **Couverture de flux de trésorerie**

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments dérivés satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie et désignés comme tels est comptabilisée en "Autres éléments du résultat global". Le gain ou la perte se rapportant à la partie inefficace est comptabilisé immédiatement au compte de résultat en "Produits / (charges) financiers, nets".

Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en résultat au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat (par exemple lorsqu'une vente prévue faisant l'objet d'une couverture se réalise).

Lorsqu'un instrument de couverture parvient à maturité ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, le gain ou la perte cumulé inscrit en capitaux propres à cette date est maintenu en capitaux propres, puis est ultérieurement constaté en résultat.

Lorsqu'il n'est pas prévu que la transaction se réalise, le profit ou la perte cumulé qui était inscrit en capitaux propres est immédiatement transféré au compte de résultat en "Produits / (charges) financiers, nets".

### **Instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture**

Certains instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de la comptabilité de couverture et sont comptabilisés comme actifs ou passifs à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de la juste valeur de ces instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisées au compte de résultat en "Produits / (charges) financiers, nets".

#### Estimation de la juste valeur

Le tableau ci-dessous décompose les instruments financiers évalués à la juste valeur dans le bilan. Les évaluations à la juste valeur sont détaillées par niveau selon la hiérarchie de juste valeur suivante :

- L'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1).
- L'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables directement (prix) ou indirectement (dérivés du prix) (niveau 2).
- Au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables (niveau 3).

Le tableau suivant présente les actifs et passifs du Groupe évalués à leur juste valeur au 31 décembre 2016 :

#### **Au 31 décembre 2016**

	<b>Niveau 1</b>	<b>Niveau 2</b>	<b>Niveau 3</b>	<b>Total</b>
<b>Actifs</b>				
Dérivés de trading	-	-	-	-
Dérivés de couverture	-	19	71	<b>90</b>
Obligations remboursables en actions	-	11 648	-	<b>11 648</b>
<b>Total actifs</b>	<b>-</b>	<b>11 667</b>	<b>71</b>	<b>11 738</b>
<b>Passifs</b>				
Dérivés de trading	-	98	54	<b>152</b>
Dérivés de couverture	-	-	40	<b>40</b>
<b>Total passifs</b>	<b>-</b>	<b>98</b>	<b>94</b>	<b>193</b>

Le tableau suivant présente les actifs et passifs du Groupe évalués à leur juste valeur au 31 décembre 2015 :

**Au 31 décembre 2015**

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs</b>				
Dérivés de trading	-	-	-	-
Dérivés de couverture	-	184	91	275
<b>Total actifs</b>	<b>-</b>	<b>184</b>	<b>91</b>	<b>275</b>
<b>Passifs</b>				
Dérivés de trading	-	204	46	250
Dérivés de couverture	-	-	74	74
<b>Total passifs</b>	<b>-</b>	<b>204</b>	<b>120</b>	<b>324</b>

La juste valeur des instruments financiers échangés sur les marchés actifs repose sur le cours de l'instrument à la date de clôture. Un marché est considéré comme actif si les prix sont facilement et régulièrement disponibles auprès d'une place d'échange, un opérateur, un courtier, un groupe d'industrie ou une agence de régulation ou de cotation et si ces prix représentent des transactions régulières de gré à gré. Le prix coté sur le marché pour les actifs financiers détenus par le Groupe est le cours d'achat actuel. Ces instruments sont inclus dans le niveau 1. Aucun instrument financier dérivé n'entre dans cette catégorie.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (par exemple, les dérivés de gré à gré) est déterminée à l'aide de techniques de valorisation. Ces techniques de valorisation privilégient l'utilisation de données de marché observables et s'appuient aussi peu que possible sur des paramètres internes au Groupe. Si les paramètres de valorisation les plus significatifs sont observables, l'instrument est inclus dans le niveau 2. Cette catégorie inclut les contrats à terme et l'obligation remboursable en actions.

Si un ou plusieurs des paramètres de valorisation significatif ne repose pas sur des données observables, l'instrument est inclus dans le niveau 3. Cette catégorie comprend les options d'achats ou de ventes de devises.

### **2.11 Clients et comptes rattachés**

Les créances clients correspondent aux montants exigibles des clients pour les produits vendus et les services rendus dans le cadre normal de l'activité du Groupe. Elles sont classées en actif courant si l'échéance est inférieure à douze mois et en non courant en cas d'échéance à plus de douze mois.

Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur, une défaillance ou encore un défaut de paiement sont considérés comme des indicateurs de dépréciation d'une créance. La valeur comptable de l'actif est diminuée via un compte de provision et le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat en "Frais commerciaux et de marketing". Lorsqu'une créance devient irrécouvrable, celle-ci est sortie de l'actif en contrepartie du compte de provision. Les recouvrements de créances précédemment sorties de l'actif sont crédités au compte de résultat sur la ligne "Frais commerciaux et de marketing".

## ***2.12 Trésorerie placée dans des dépôts à terme, Trésorerie et équivalents de trésorerie***

La rubrique “Trésorerie et équivalents de trésorerie” comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les autres placements à court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et avec un risque négligeable de changement de valeur.

Les découverts bancaires figurent au bilan, en “Dettes financières – Part court terme”.

## ***2.13 Capital social***

Les actions ordinaires sont classées en capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l’émission d’actions ou d’instruments de capitaux propres nouveaux sont présentés dans les capitaux propres en déduction des produits de l’émission, nets d’impôts.

## ***2.14 Fournisseurs et comptes rattachés***

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés correspondent à des engagements de paiement pour des produits ou des services qui ont été contractés auprès de fournisseurs dans le cadre de l’activité normale du Groupe. Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont classées en passifs non courants si l’échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture ou en passifs courants si l’échéance est inférieure.

Les dettes fournisseurs sont initialement comptabilisées à leur juste valeur et ultérieurement réévaluées à leur coût amorti à l’aide de la méthode du taux d’intérêt effectif.

## ***2.15 Dettes financières***

Les dettes financières comprennent des découverts bancaires classés en passifs courants. Les dettes financières incluent également les locations financement.

## ***2.16 Impôt courant et impôt différé***

La charge d’impôt pour la période comprend l’impôt courant de l’exercice ainsi que les impôts différés.

L’impôt est reconnu au compte de résultat, excepté la part liée aux éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global ou directement en contrepartie des capitaux propres. Dans ce cas, l’impôt est également respectivement comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

La charge d’impôt est calculée sur la base des lois fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la date de clôture dans les pays où les filiales du Groupe opèrent et génèrent des revenus imposables. La direction du Groupe évalue périodiquement les positions prises dans ses déclarations aux administrations fiscales afin d’identifier les situations dans lesquelles les textes applicables sont sujets à interprétation. Elle enregistre le cas échéant des provisions sur la base des montants de redressement attendus de la part des autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable, pour l’ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, aucun impôt différé n’est comptabilisé s’il naît de la comptabilisation initiale d’un actif ou d’un passif lié à une transaction, autre qu’un regroupement d’entreprises, qui, au moment de la transaction, n’affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d’impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu’ils s’appliqueront lorsque l’actif d’impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d’impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale ou sur l'entité imposable ou sur les différentes entités imposables s'il y a une intention de régler les soldes sur une base nette.

### ***2.17 Crédit d'impôt recherche et autres subventions publiques***

Les crédits d'impôt recherche sont octroyés par différentes administrations pour inciter les sociétés à réaliser des activités de recherche scientifique et technique. Ces crédits d'impôt recherche sont comptabilisés en diminution des "Frais de recherche et développement" au compte de résultat lorsque (i) le Groupe peut les encaisser indépendamment des impôts payés ou à payer, (ii) les frais correspondants aux programmes éligibles ont été encourus, et (iii) une documentation probante est disponible.

Ces crédits d'impôt sont comptabilisés au bilan en "Autres actifs" courants ou non courants en fonction des échéances des encaissements attendus.

Par ailleurs, des subventions sont accordées aux sociétés réalisant des activités de recherches scientifiques et techniques. Ces subventions sont en général soumises à des conditions de performance sur des durées longues. Le Groupe enregistre ces subventions dans le compte de résultat en diminution des "Frais de recherche et développement" (i) au rythme du programme de recherche et développement correspondant et (ii) lorsque la confirmation de l'octroi de la subvention a été obtenue.

L'aide aux activités de recherche et développement peut prendre la forme d'avances remboursables. Un prêt non remboursable sous conditions est traité comme une subvention publique (comptabilisation au prorata au compte de résultat en déduction des frais de recherche et développement) lorsque l'organisme octroyant l'avance a confirmé la dispense de remboursement. Dans le cas contraire, il est classé en dettes.

### ***2.18 Avantages du personnel***

#### *Engagements de retraite*

Le Groupe dispose de régimes à prestations définies, principalement pour les employés français, et de régimes à cotisations définies. Un régime à cotisations définies est un régime de retraite en vertu duquel le Groupe verse des cotisations fixes à une entité indépendante. Dans ce cas, le Groupe n'est tenu par aucune obligation légale ou implicite le contraignant à verser des cotisations supplémentaires dans l'hypothèse où les actifs ne suffiraient pas à payer, à l'ensemble des membres du personnel, les prestations dues au titre des services rendus durant l'exercice en cours et les exercices précédents. Les régimes de retraite qui ne sont pas des régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies. Tel est le cas, par exemple, d'un régime qui définit le montant de la prestation ou d'une indemnité de retraite qui sera perçue par un salarié lors de sa retraite, en fonction, en général, d'un ou de plusieurs facteurs, tels que l'âge, l'ancienneté et le salaire.

Le passif inscrit au bilan au titre des régimes de retraite à prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée aux régimes à prestations définies à la clôture. L'obligation au titre des régimes à prestations définies est calculée chaque année selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Les gains et pertes actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience et de modifications des hypothèses actuarielles sont comptabilisés directement en capitaux propres en "Profits / (pertes) actuariels sur engagements de retraite".

S'agissant des régimes à cotisations définies, le Groupe verse des cotisations à des régimes d'assurance retraite publics ou privés sur une base obligatoire. Une fois les cotisations versées, le Groupe n'est tenu par aucun autre engagement de paiement. Les cotisations sont comptabilisées dans les charges liées aux avantages du personnel lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance donne lieu à une diminution des paiements futurs ou à un remboursement en trésorerie.

Le Groupe n'accorde pas d'autres avantages ou droits à ses employés lors de leur départ en retraite.

### ***2.19 Paiements fondés sur des actions***

Le Groupe a mis en place un certain nombre de plans de rémunération basés sur des actions, pour lesquels le Groupe reçoit en contrepartie des services de la part de ses employés. La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges. Le montant total à comptabiliser en charges correspond à la juste valeur des instruments octroyés :

- y compris toute condition de performance du marché (par exemple l'augmentation du prix de l'action) et conditions autres que celles liées à la période d'acquisition des droits (par exemple, l'obligation pour les employés d'épargner) ;
- à l'exclusion de l'impact de toutes conditions d'acquisition des droits liées à un service ou à des performances autres que celles du marché (par exemple, la rentabilité, les objectifs de croissance des ventes et la présence d'un employé de l'entité sur une période de temps spécifique). Les conditions d'acquisition des droits qui ne sont pas des conditions de marché ou qui sont des conditions de services sont intégrées aux hypothèses sur le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables.

La dépense totale est reconnue sur la période durant laquelle toutes les conditions d'acquisition des droits spécifiés doivent être satisfaites. À la fin de chaque exercice, l'entité réexamine le nombre d'instruments susceptibles d'être acquis. Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres ("Paiement fondé sur des actions"). Lorsque les options sont exercées, la Société émet des actions nouvelles. Les sommes perçues lorsque les options sont exercées, sont créditées aux postes "Capital social" (valeur nominale) et "Prime d'émission", nettes des coûts de transaction directement attribuables.

### ***2.20 Provisions***

Les provisions pour actions en justice sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Le taux d'actualisation utilisé avant impôt pour déterminer la valeur actualisée reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en "Produits / (charges) financiers, nets".

## **2.21 Passif sur accord de licence**

Dans le cadre des regroupements d'entreprises, le Groupe avait repris des accords de licences de propriété intellectuelle nécessaires au développement et à la production de produits existants ou futurs. Le Groupe avait procédé à une estimation de ces accords de licence sur la base de leur juste valeur dans des conditions normales de marché à la date d'acquisition. Lorsque les redevances à verser contractuellement excédaient leur juste valeur, le Groupe enregistrait un passif sur accord de licence correspondant à la valeur actualisée de la différence entre la meilleure estimation des redevances à verser sur la base du contrat et des ventes projetées et la juste valeur. Le passif sur accord de licence était repris au compte de résultat dans la ligne "Coût des ventes", sur la base du rapport entre le nombre d'unités vendues au cours de l'exercice utilisant cette propriété intellectuelle et le nombre total estimé d'unités vendues. Les hypothèses relatives aux estimations de vente étaient revues de manière régulière.

Dans le cadre de la cession de l'activité semi-conducteurs en septembre 2016, les passifs sur accord de licence ont été transférés à l'acquéreur. Par conséquent, au 31 décembre 2016 les passifs sur accords de licence ne figurent plus au bilan du Groupe.

## **2.22 Reconnaissance du revenu**

Les produits des activités ordinaires correspondent à la juste valeur des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

Le Groupe comptabilise les produits lorsque le montant des produits peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe et que des critères spécifiques sont remplis pour chacune des activités du Groupe décrite ci-après.

Le Groupe commercialise des logiciels, des services et des éléments de propriété intellectuelle, et, historiquement jusqu'à la cession de l'activité semi-conducteurs, des circuits intégrés :

### **(a) Reconnaissance du revenu – Activités de services**

Le revenu des activités de service est reconnu sur la période lorsque que le service a été rendu et que le recouvrement de la créance est assuré de manière raisonnable. Les licences d'utilisation de logiciels ne nécessitant pas de développements spécifiques sont constatées en chiffre d'affaires lors de la cession du droit d'utilisation de la licence ou en accord avec les termes contractuels spécifiques.

Les revenus correspondant aux activités de développement de plateformes logicielles spécifiques sont reconnus selon la méthode à l'avancement qui consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires au fur et à mesure de l'avancement des développements selon un critère appliqué de manière systématique. Le pourcentage d'avancement jusqu'à l'achèvement est fonction des coûts réels engagés comparés au coût total estimé du projet. Les pertes sur contrats sont reconnues dans la période où elles deviennent probable et dans la mesure où elles peuvent être estimées de manière fiable.

### **(b) Reconnaissance du revenu – Redevances de licences de propriété intellectuelle**

Les redevances correspondent aux revenus provenant de technologies licenciées à certains clients du Groupe. Les redevances peuvent être fixes et / ou variables. Les redevances fixes sont reconnues linéairement sur les périodes contractuelles au cours desquelles ils ont été générés. Les redevances variables sont en général fonction des ventes réalisées par les clients et sont donc par définition difficiles à estimer. De façon à rattacher les produits aux périodes correspondantes, le Groupe s'appuie principalement sur les confirmations reçues des clients. En général, les confirmations sont reçues des clients dans le trimestre suivant la livraison des produits.

(c) Reconnaissance du revenu – Maintenance

En règle générale, la vente de licences d'utilisation de logiciels est accompagnée d'un contrat de maintenance incluant des mises à jour périodiques et une prestation de support technique. Les revenus correspondant aux activités de maintenance sont reconnus linéairement sur la période couverte par les prestations.

(d) Reconnaissance du revenu – Vente de brevets

Le développement de technologies peut donner lieu à la vente de brevets, alternativement à la concession de licences d'exploitation de ceux-ci. La cession de brevet est reconnue en chiffre d'affaires lorsqu'elle constitue une transaction ordinaire et que la propriété et les risques et avantages associés ont été transférés en totalité à l'acquéreur.

(e) Contrats à éléments multiples

Les revenus correspondant à des contrats à éléments multiples, notamment ceux incluant des services, sont enregistrés selon la méthode de l'allocation des produits sur la base des justes valeurs attribuables aux différents composants.

(f) Reconnaissance du revenu – Vente des circuits intégrés

Les produits du Groupe sont généralement vendus sur la base de contrats ou de bons de commande passés par le client qui incluent des prix fixes et déterminables n'incluant pas de droit de retour, d'obligation significative post-livraison ou toute autre provisions similaire excepté les conditions générales de ventes. Le revenu est reconnu pour les produits à la livraison lors du transfert de risque et de propriété, conformément aux incoterms déterminés dans les contrats, le prix est fixe et le recouvrement de la créance apparaît assuré de manière raisonnable.

(g) Recouvrabilité

Dans le cadre du processus de reconnaissance du revenu, le Groupe détermine si les créances commerciales sont recouvrables de manière probable sur la base de plusieurs facteurs, et notamment s'il y a eu une détérioration de la qualité du crédit des clients qui pourrait engendrer une impossibilité de revente de ces créances.

(h) Produits constatés d'avance et facturation à établir

Les produits constatés d'avance comprennent les montants facturés selon des termes contractuels mais dont le revenu n'a pas été reconnu sur la période.

### **2.23 Coûts des ventes**

Le coût des ventes est principalement composé des coûts des produits, solutions et services vendus, des redevances et autres coûts directs attribuables.

### **2.24 Résultat par action**

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires du Groupe par le nombre moyen d'actions ordinaires émises. Le résultat par action dilué est quant à lui obtenu en divisant le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires du Groupe par le nombre moyen d'actions ordinaires émises, ajusté des effets des actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

Les instruments de dilution sont pris en compte si et seulement si leur effet de dilution diminue le bénéfice par action ou augmente la perte par action.

Une réconciliation entre la moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires sur la période et la moyenne pondérée du nombre d'actions sur la période ajusté des effets des actions ayant un effet potentiellement dilutif est présenté en note 34.

### 2.25 Contrats de location

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les contrats de location en vertu desquels le Groupe assume une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés en contrat de location financement. Les locations financement sont activées à la date de début du contrat pour le montant le plus bas entre la juste valeur du bien en location et la valeur actualisée des paiements minimum contractuels.

## 3. Gestion du risque financier

### 3.1 Facteurs de risques financiers

La politique de gestion des risques du Groupe se concentre sur le caractère imprévisible des marchés financiers, et cherche à en minimiser les effets potentiellement négatifs sur sa performance financière.

#### (a) Risque de change

Comme indiqué dans la note 2.1.1., la monnaie de présentation du Groupe est le dollar US. Le dollar US est la monnaie fonctionnelle d'INSIDE Secure, ainsi que la devise dans laquelle est libellée la majorité des transactions du Groupe. Cependant, le Groupe exerce ses activités à l'international et est donc sujet au risque de change et notamment à la parité dollar / euro.

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat en dollars US tel qu'il ressort du compte de résultat consolidé établi suivant les normes IFRS, ainsi que ce même compte de résultat en dollars US en supposant un taux de conversion dollar / euro moyen, de 1,01dollar US / euro au lieu du taux effectif moyen de 2016 qui était de 1,11 dollar US / euro (une hypothèse où le dollar s'est apprécié de 10% par rapport à l'euro).

En milliers de dollars	Exercice clos le 31 décembre 2016		
	au taux moyen 2016	au taux moyen 2016 -10%*	relative au taux de change
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>49 944</b>	<b>49 656</b>	<b>(288)</b>
<b>Marge brute</b>	<b>40 993</b>	<b>40 705</b>	<b>(288)</b>
Frais de recherche et développement	(15 257)	(14 106)	1 151
Frais commerciaux et de marketing	(11 348)	(10 359)	989
Frais généraux et administratifs	(8 058)	(7 417)	641
Autres produits / (charges) opérationnels, nets	(4 216)	(4 216)	-
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>2 114</b>	<b>4 607</b>	<b>2 493</b>

L'impact d'un renforcement du dollar de 10% par rapport à l'euro aurait conduit à améliorer le résultat opérationnel ajusté de 2 493 milliers de dollar US. En effet, si plus de 90% du chiffre d'affaires est réalisé en dollar US, une part significative des frais de recherche et développement, des frais commerciaux et de marketing et des frais généraux et administratifs est libellée en euros, ces activités étant largement réalisées en France et dans d'autres pays européens.

Inversement, l'impact d'une baisse du dollar de 10% par rapport à l'euro aurait conduit à dégrader le résultat opérationnel ajusté de 2 493 milliers de dollars.

Suite à la vente de l'activité semi-conducteurs l'exposition du bilan du Groupe a fortement diminué et est considéré désormais comme non matérielle.

(b) Risque de crédit

Le risque de crédit est géré à l'échelle du Groupe. Le risque de crédit provient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès des banques et des institutions financières, ainsi que des expositions liées au crédit clients, notamment les créances non réglées et les transactions engagées.

(c) Risque de liquidité

Les prévisionnels de trésorerie sont réalisés par le service financier. Sur la base de ces prévisions régulièrement mises à jour, la direction du Groupe suit ses besoins de trésorerie afin de s'assurer que la trésorerie à disposition permet de couvrir les besoins opérationnels.

Ces prévisionnels prennent en compte les plans de financement du Groupe. Selon les conditions de marché, le surplus de trésorerie du Groupe est placé sur des comptes courants rémunérés, des dépôts à terme ou des valeurs mobilières de placement en choisissant des instruments à maturité appropriée ou présentant une liquidité suffisante afin d'assurer la flexibilité déterminée dans les prévisionnels mentionnés ci-dessus.

Le Groupe a eu recours à des contrats d'affacturage en euros et en dollars avec Natixis Factor, incluant un fonds de garantie et adossés à un contrat d'assurance-crédit. Le risque de non recouvrement étant transféré à la banque, les créances cédées dans le cadre du programme n'étaient plus comptabilisées au bilan. La Société a mis fin en juin 2016 à ces contrats et le Groupe n'a en conséquence plus recours à des contrats d'affacturage.

(d) Risque sur obligations

Au 31 décembre 2016, la Société détient des obligations remboursables en actions WISEKey pour une valeur de 11 648 milliers de dollars (voir note 15).

Le contrat obligataire comporte des mécanismes de réduction du risque de volatilité du cours de bourse avant conversion (à la hausse et à la baisse). Néanmoins, le titre WISEKey demeure peu liquide à ce jour, ce qui pourrait prolonger la durée de conservation des titres après conversion et exposer le Groupe ainsi à un risque sur actions post-conversion.

### 3.2 Gestion du risque sur le capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation et d'utiliser sa trésorerie d'exploitation pour financer son activité à court et moyen terme.

Le Groupe n'envisage pas de distribuer de dividendes à ses actionnaires dans un avenir proche.

## 4. Estimations et jugements comptables déterminants

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances.

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

(a) Reconnaissance du revenu

Le Groupe tire principalement ses revenus des ventes de produits et de solutions, des redevances de licences et des ventes de brevets. La date de reconnaissance du revenu et son montant dépendent des termes spécifiques des dispositions prises avec les clients (transfert des risques) et de la nature des livrables et obligations. S'agissant des redevances, le Groupe ne dispose généralement des confirmations formelles du niveau des ventes réalisées par les clients que dans le trimestre suivant les livraisons des produits. La détermination du correct montant de revenu à reconnaître implique certains jugements et estimations que la direction du Groupe estime raisonnables, mais les données réelles peuvent différer de ces estimations.

(b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont relatives à l'acquisition ou à des investissements dans les technologies brevetées, et à la reconnaissance des redevances de licences de propriété intellectuelle. A la date d'acquisition, ces actifs sont reconnus pour leur juste valeur ce qui requiert certains jugements et estimations que la direction du Groupe a jugé raisonnables. De manière régulière, le Groupe réévalue la juste valeur de ces immobilisations incorporelles pouvant conduire à constater une provision pour dépréciation ou un amortissement accéléré.

(c) Passif sur accord de licence

Le passif sur accord de licence était relatif à des accords de licence repris dans le cadre de regroupements d'entreprises à des conditions différentes des conditions de marché à la date d'acquisition. Ce passif était reconnu initialement pour sa juste valeur ce qui requérait certains jugements et estimations que la direction du Groupe a jugé raisonnables. De manière régulière, le Groupe a réévalué la valeur de ce passif sur accord de licence pouvant conduire à constater une provision supplémentaire ou une reprise de provision. Au 31 décembre 2016, suite à la cession de l'activité semi-conducteurs ce passif a été transféré à l'acquéreur et ne figure plus au bilan du Groupe.

(d) Dépréciations des actifs non courants et des goodwill

Comme mentionné en note 2.8, les actifs non courants sont regroupés selon l'UGT définie ci-dessus et testés sur la base de leur valeur d'utilité.

Le goodwill fait l'objet de tests de perte de valeur dès lors qu'un indicateur de perte de valeur est identifié, et au minimum une fois par an. Pour les tests de dépréciation, le Groupe utilise des projections de flux de trésorerie qui prennent en compte les conditions de marché et le profil de croissance et de rentabilité des produits du Groupe.

La valeur recouvrable a été calculée à partir de la valeur d'utilité, en utilisant les prévisions de flux de trésorerie qui se fondent sur les budgets financiers sur une période de cinq ans. Les hypothèses clés utilisées afin de déterminer la valeur d'utilité des actifs testés sont basées sur les objectifs de croissance de chiffre d'affaires et de marge opérationnelle définis par la direction du Groupe. Le taux d'actualisation appliqué à ces prévisions est de 11,5% en 2016 (12,5% en 2015). Les flux de trésorerie au-delà de cinq ans ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance de 2 %. Au 31 décembre 2016, sur la base ces hypothèses, le Groupe a conclu que la valeur recouvrable excédait la valeur comptable.

L'analyse de sensibilité à une variation du taux d'actualisation ou à l'évolution du taux de croissance à l'infini n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable. En effet, les résultats des tests de dépréciation montrent qu'une augmentation de 100 points de base du taux d'actualisation ou une diminution de 100 points de base du taux de croissance à l'infini ne conduiraient pas à une dépréciation des actifs testés pour l'UGT. Le Groupe a également procédé à des analyses de sensibilité sur les hypothèses opérationnelles afin de déterminer si une diminution de 20% des cash flows nets prévisionnels sur les deux dernières années du plan d'affaires à 5 ans (2020 et 2021) et au-delà conduirait à la comptabilisation d'une dépréciation dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2016. Ces analyses n'ont pas fait apparaître de risque de dépréciation pour l'UGT.

(e) Paiements fondés sur des actions

Le Groupe attribue des options permettant d'acquérir des actions de la Société et d'autres instruments sur capitaux aux membres de la direction du Groupe, à certains employés et à des tiers. La détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions est basée sur un modèle de valorisation d'options (Monte Carlo ou Black and Scholes) qui prend en compte des hypothèses sur des variables complexes et subjectives. Ces variables incluent notamment la juste valeur des titres de la Société, la volatilité attendue du cours de l'action sur la durée de vie de l'instrument ainsi que le comportement actuel et futur des détenteurs de ces instruments. Il existe une part importante de subjectivité découlant de l'utilisation d'un modèle de valorisation d'options dans la détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions conformément à la norme IFRS 2.

(f) Juste valeurs des dérivés et autres instruments financiers.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif, tels que l'obligation remboursable en actions et les dérivés de gré à gré, est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation. Le Groupe utilise son jugement afin de sélectionner une variété de méthodes et définit des hypothèses principalement fondées sur des conditions de marché existantes à chaque clôture.

(g) Comptabilisation de l'impôt sur les sociétés

Le Groupe est assujéti à l'impôt sur les bénéfices en France et à l'étranger dans le cadre de ses activités internationales. Les lois fiscales sont souvent complexes et sujettes à différentes interprétations par le contribuable et l'autorité fiscale compétente. Le Groupe doit effectuer des jugements et interprétations sur l'application de ces lois lors de la détermination des provisions pour impôt à payer.

Les actifs d'impôts différés correspondant principalement aux déficits reportables ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible. Le Groupe doit faire appel à son jugement pour déterminer la probabilité de l'existence d'un bénéfice futur imposable. Cette analyse s'applique juridiction par juridiction, la règle généralement appliquée consistant, en tout état de cause, à ne reconnaître les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits reportables que lorsqu'une entité a un historique de profits taxables suffisant. En application de ce principe au 31 décembre 2016 aucun actif d'impôt différé n'a été reconnu.

La charge d'impôt sur le résultat inclut toutes les taxes locales et étrangères basées sur le revenu taxable. Par conséquent, sont incluses également les retenues à la source que le Groupe peut être amené à payer sur les revenus de redevances ou assimilés générés à l'étranger.

## **5. Regroupement d'entreprises et transfert d'activité**

### **5.1 Regroupement d'entreprises**

Au cours des périodes présentées le Groupe n'a pas réalisé d'acquisition.

### **5.2 Transfert d'activité**

Le 30 juin 2015, la Société a transféré des activités d'industrialisation et de gestion de la chaîne d'approvisionnement des composants semi-conducteurs d'Inside Secure à la société Presto Engineering Inc. Dans le cadre de cet accord, Presto Engineering fournit à Inside Secure des prestations de services liées à l'industrialisation des circuits intégrés et de gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le cadre d'un contrat pluriannuel.

Cette opération avait conduit à la constatation d'un passif pour un montant de 6 850 milliers de dollars au 31 décembre 2015. Dans le cadre de la cession de l'activité semi-conducteurs en 2016 ce passif a été transféré à l'acquéreur. Cette opération est présentée en note 1.

## **6. Informations sectorielles**

Consécutivement à la cession de son activité semi-conducteurs en septembre 2016, qui était l'un de ses deux secteurs opérationnels, le Groupe n'opère plus que sur un seul secteur d'activité, le secteur opérationnel « Sécurité Mobile ».

Le Secteur « Sécurité mobile » regroupe l'offre du Groupe dans toutes les problématiques de communication mobile et fournit une gamme complète de solutions de sécurité embarquées pour les terminaux mobiles et les outils connectés. Cette offre comprend la propriété intellectuelle ainsi que des solutions logicielles capables de répondre aux besoins croissants de solutions de sécurité sur toute plateforme mobile, sécurisant ainsi les paiements mobiles, le contenu, les transferts et le stockage de données.

Les informations financières présentées dans les rapports internes fournis au directoire en charge de l'élaboration des décisions stratégiques et communiquées aux investisseurs incluent des mesures ajustées relatives aux activités poursuivies : la marge brute ajustée, résultat opérationnel ajusté et EBITDA. Ces mesures ne sont pas des mesures de performance ou de liquidité définies par les normes IFRS.

La marge brute ajustée est définie comme la marge brute avant (i) l'amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises, (ii) les éventuelles dépréciations des écarts d'acquisition, (iii) la charge comptable liée aux paiements fondés sur les actions et (iv) les coûts non récurrents liés aux restructurations et aux acquisitions et cessions réalisées par le Groupe.

Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le résultat opérationnel avant (i) l'amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises et des masques achetés via un regroupement d'entreprises, (ii) les éventuelles dépréciations des écarts d'acquisition, (iii) la charge comptable liée aux paiements fondés sur les actions et (iv) les coûts non récurrents liés aux restructurations et aux acquisitions et cessions réalisées par le Groupe, y compris l'amortissement accéléré des intérêts précomptés du financement du Crédit impôt Recherche (CIR).

L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel ajusté avant les amortissements et dépréciations non liés aux regroupements d'entreprises.

La marge brute ajustée, le résultat opérationnel ajusté et l'EBITDA ajusté tels que présentés peuvent ne pas être strictement comparables aux indicateurs similaires que pourraient présenter d'autres sociétés.

La réconciliation de ces indicateurs avec les états financiers consolidés IFRS audités est la suivante :

<b>Au 31 décembre (en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Marge brute IFRS</b>	14 985	40 993
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	1	1
Amortissements des immobilisations transférées lors des acquisitions	9 151	3 529
<b>Marge brute ajustée</b>	<b>24 137</b>	<b>44 523</b>
<b>Au 31 décembre (en milliers de dollars)</b>	<b>2 015</b>	<b>2 016</b>
<b>Résultat opérationnel IFRS</b>	(18 507)	2 114
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	478	632
Amortissements des immobilisations transférées lors des acquisitions	9 711	3 818
Amortissements accélérés des intérêts précomptés du financement du CIR (note 16)	-	482
Coûts de restructuration	904	3 849
<b>Résultat opérationnel ajusté</b>	<b>(7 414)</b>	<b>10 895</b>
Amortissements et dépréciations d'immobilisations corporelles et incorporelles non liées au regroupement d'entreprises	1 288	1 369
<b>EBITDA</b>	<b>(6 126)</b>	<b>12 264</b>

Le chiffre d'affaires par secteur géographique pour les années 2015 et 2016 est le suivant :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>Asie</b>	<b>Europe, Afrique, Moyen Orient, Amérique Latine</b>	<b>Amérique du Nord</b>	<b>Total</b>
2016	20 496	7 742	21 706	<b>49 944</b>
2015	6 275	6 259	14 386	<b>26 920</b>

Pour les besoins de l'analyse géographique, la direction du Groupe alloue le chiffre d'affaires selon le lieu de la livraison des produits ou selon le lieu où la prestation de services est rendue, à l'exception des ventes aux trois principaux clients qui sont allouées en fonction de la localisation de leur siège social. Au cours de l'exercice 2016, le chiffre d'affaires réalisé aux Etats Unis s'élève à 20 308 milliers de dollars (7 965 milliers de dollars en 2015). Le chiffre d'affaires réalisé en France s'élève à 368 milliers de dollars en 2016 (333 milliers de dollars en 2015).

Les dix clients les plus importants du Groupe représentaient 71% de son chiffre d'affaires consolidé pour l'année 2016 et 51% de son chiffre d'affaires pour l'année 2015.

Les clients représentant individuellement plus de 10% du chiffre d'affaires se présentent comme suit :

<b>Au 31 décembre 2016</b> <b>(en milliers de dollars)</b>	<b>Montant</b> <b>facturé</b>	<b>% du chiffre</b> <b>d'affaires</b>
Client A	14 190	28%
Client B	11 798	24%

<b>Au 31 décembre 2015</b> <b>(en milliers de dollars)</b>	<b>Montant</b> <b>facturé</b>	<b>% du chiffre</b> <b>d'affaires</b>
Client C	3 335	12%

## 7. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des exercices 2015 et 2016 se détaille de la façon suivante :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Licences	10 251	20 763
Royalties	12 304	24 160
Maintenance, accords de développement et autres	4 364	5 021
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>26 920</b>	<b>49 944</b>

Le Groupe s'appuie sur son expertise en matière de recherche et développement, sur la propriété intellectuelle développée en interne et sur ses brevets pour générer des revenus de développements, de redevances et de licences.

## 8. Goodwill

Le goodwill se détaille de la manière suivante :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	
	<b>2015</b>	<b>2016</b>
goodwill au 1er janvier	24 623	20 873
Dépréciation du goodwill	(2 993)	-
Ecart de conversion et autres mouvements	(757)	(2 100)
<b>Total</b>	<b>20 873</b>	<b>18 773</b>

L'impact de change enregistré sur l'année 2016 est essentiellement dû à la part du goodwill dénommée en livre Sterling dont l'évolution depuis le 31 décembre 2015 est très significative.

### Test de dépréciation annuel du goodwill

La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle sont rattachés les goodwill a été estimée sur la base de sa valeur d'utilité comme indiqué dans le paragraphe 4 « Estimations et jugements comptables déterminants ».

Au 31 décembre 2015, compte tenu de la décision de céder certaines activités semi-conducteurs, la valeur recouvrable était inférieure à la valeur comptable, la Société avait, par conséquent, comptabilisé une charge de dépréciation pour un montant de 2 993 milliers de dollars. Ainsi, le goodwill correspondant au segment « Transactions sécurisées » était intégralement déprécié au 31 décembre 2015.

## 9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'analysent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	Technologies brevetées	Logiciels	Redevance de licences de propriété intellectuelle	Logiciels développés en interne	Technologies en développement	Total
<b>Exercice clos le 31 décembre 2015</b>						
<b>Montant à l'ouverture</b>	<b>10 545</b>	<b>1 047</b>	<b>11 146</b>	<b>712</b>	<b>5 003</b>	<b>28 453</b>
Acquisitions	-	98	-	-	-	98
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(80)	(163)	-	-	-	(243)
Dépréciation	-	-	-	-	(484)	(484)
Dépréciation - segment Transactions Sécurisées	-	(82)	-	-	-	(82)
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-
Amortissements	(3 138)	(449)	(7 682)	(712)	-	(11 982)
<b>Montant net à la clôture</b>	<b>7 327</b>	<b>451</b>	<b>3 464</b>	<b>-</b>	<b>4 519</b>	<b>15 760</b>
<b>Au 31 décembre 2015</b>						
Valeur brute	16 218	9 977	31 576	2 330	5 487	65 588
Amortissements et dépréciations cumulés	(8 891)	(9 526)	(28 113)	(2 330)	(969)	(49 828)
<b>Valeur nette</b>	<b>7 327</b>	<b>451</b>	<b>3 464</b>	<b>-</b>	<b>4 519</b>	<b>15 760</b>
<b>Exercice clos le 31 décembre 2015</b>						
<b>Montant à l'ouverture</b>	<b>7 327</b>	<b>451</b>	<b>3 464</b>	<b>-</b>	<b>4 519</b>	<b>15 760</b>
Acquisitions	-	166	-	-	-	166
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(377)	135	-	-	-	(242)
Dépréciation	-	-	-	-	-	-
Cessions (valeurs nettes)	-	(27)	-	-	(4 519)	(4 546)
Amortissements	(1 964)	(106)	(2 534)	-	-	(4 604)
<b>Montant net à la clôture</b>	<b>4 986</b>	<b>619</b>	<b>930</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 534</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>						
Valeur brute	16 070	6 280	31 576	-	969	54 895
Amortissements et dépréciations cumulés	(11 084)	(5 661)	(30 646)	-	(969)	(48 361)
<b>Valeur nette</b>	<b>4 986</b>	<b>619</b>	<b>930</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 534</b>

Les dotations aux amortissements de 4 604 milliers de dollars pour l'exercice 2016 (11 982 milliers de dollars en 2015) ont été imputées dans les lignes "Frais de recherche et développement", "Frais commerciaux et de marketing", et "Frais généraux et administratifs" en fonction de l'affectation des actifs incorporels correspondants.

Dans le cadre la cession de l'activité semi-conducteurs, le Groupe a cédé des logiciels dédiés à cette activité ainsi que les technologies en développement correspondant aux projets financés par des avances remboursables.

## 10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'analysent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	Agencements et aménagement	Equipements	Matériel de bureau et informatique	Masques	Total
<b>Au 31 décembre 2015</b>					
<b>Montant à l'ouverture</b>	<b>1 984</b>	<b>2 025</b>	<b>520</b>	<b>1 474</b>	<b>6 003</b>
Acquisitions	89	645	450	-	1 183
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	(1)	7	(10)	(150)	(153)
Dépréciation	(975)	(330)	(47)	(637)	(1 988)
Cessions (valeur nette)	(307)	(1 170)	243	-	(1 233)
Mise au rebut (valeur nette)	-	-	-	-	-
Reclassement	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	493	(194)	-	-	299
Amortissements	(242)	(901)	(536)	(688)	(2 366)
<b>Montant net à la clôture</b>	<b>1 041</b>	<b>83</b>	<b>620</b>	<b>-</b>	<b>1 744</b>
<b>Au 31 décembre 2015</b>					
Valeur brute	2 258	1 313	1 203	946	5 720
Amortissements et dépréciations cumulés	(1 217)	(1 231)	(583)	(946)	(3 976)
<b>Valeur nette</b>	<b>1 041</b>	<b>82</b>	<b>620</b>	<b>-</b>	<b>1 744</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>					
<b>Montant à l'ouverture</b>	<b>1 041</b>	<b>82</b>	<b>620</b>	<b>-</b>	<b>1 744</b>
Acquisitions	121	165	87	-	374
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	(8)	(11)	(12)	-	(31)
Cessions (valeur nette)	(159)	33	(72)	-	(198)
Mise au rebut (valeur nette)	-	-	-	-	-
Reclassement	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	214	-	-	-	214
Amortissements	(156)	(107)	(317)	-	(580)
<b>Montant net à la clôture</b>	<b>1 053</b>	<b>163</b>	<b>307</b>	<b>-</b>	<b>1 523</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>					
Valeur brute	1 749	271	1 341	-	3 361
Amortissements et dépréciations cumulés	(697)	(107)	(1 035)	-	(1 839)
<b>Valeur nette</b>	<b>1 052</b>	<b>164</b>	<b>307</b>	<b>-</b>	<b>1 522</b>

La dotation aux amortissements de 580 milliers de dollars pour l'exercice 2016 (2 366 milliers de dollars en 2015) a été imputée en "Coût des ventes", "Frais de recherche et développement", "Frais commerciaux et de marketing" et "Frais généraux et administratifs" en fonction de l'affectation des actifs corporels correspondants.

Les locations financements incluses dans les immobilisations incorporelles se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	2015	2016
Valeur brute	1 901	-
Amortissements cumulés	(1 356)	-
<b>Valeur nette</b>	<b>545</b>	<b>-</b>

## 11. Instruments financiers par catégorie

Les normes comptables relatives aux instruments financiers ont été appliquées aux éléments ci-dessous:

Au 31 décembre 2016	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	Total
<b>Actifs</b>					
Instruments financiers dérivés	-	-	90	-	90
Autres actifs non courants	5 361	-	-	-	5 361
Autres actifs courants	4 845	-	-	-	4 845
Clients et comptes rattachés	8 630	11 648	-	-	20 278
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 081	-	-	-	27 081
<b>Total</b>	<b>45 917</b>	<b>11 648</b>	<b>90</b>	<b>0</b>	<b>57 655</b>
		<b>Passifs à la juste valeur par résultat</b>	<b>Dérivés de couverture</b>	<b>Autres passifs financiers évalués au coût amorti</b>	<b>Total</b>
<b>Passifs</b>					
Dettes financières		798	-	-	798
Instruments dérivés		54	139	-	193
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		-	-	11 524	11 524
<b>Total</b>		<b>852</b>	<b>139</b>	<b>11 524</b>	<b>12 515</b>
<b>Au 31 décembre 2015</b>					
	<b>Prêts et créances</b>	<b>Actifs à la juste valeur par résultat</b>	<b>Dérivés de couverture</b>	<b>Actifs disponibles à la vente</b>	<b>Total</b>
<b>Actifs</b>					
Instruments financiers dérivés	-	-	275	-	275
Autres actifs non courants	19 022	-	-	-	19 022
Autres actifs courants	12 765	-	-	-	12 765
Clients et comptes rattachés	8 282	-	-	-	8 282
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 274	160	-	-	16 434
<b>Total</b>	<b>56 343</b>	<b>160</b>	<b>275</b>	<b>0</b>	<b>56 778</b>
		<b>Passifs à la juste valeur par résultat</b>	<b>Dérivés de couverture</b>	<b>Autres passifs financiers évalués au coût amorti</b>	<b>Total</b>
<b>Passifs</b>					
Dettes financières et autres dettes		-	-	18 365	18 365
Instruments dérivés		46	278	-	324
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		-	-	17 232	17 232
<b>Total</b>		<b>46</b>	<b>278</b>	<b>35 597</b>	<b>35 921</b>

## 12. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés se décomposent de la manière suivante :

	2015		2016	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Achats à terme de devises - Couverture de flux de trésorerie	184	202	19	98
Achats à terme de devises - Trading	-	-	-	-
Options d'achat ou de vente de devises - Couverture de flux de trésorerie	91	74	71	40
Options d'achat ou de vente de devises - Trading	-	46	-	54
<b>Total</b>	<b>275</b>	<b>322</b>	<b>90</b>	<b>193</b>
<i>Part courante</i>	275	322	90	193

Les justes valeurs des instruments dérivés de couverture sont classées en actifs ou passifs courants. La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actifs ou passifs non courants lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et en actifs ou passifs courants si elle est inférieure à 12 mois.

La partie inefficace, comptabilisée au compte de résultat, provenant des instruments de couverture des flux de trésorerie représente une perte de 74 milliers de dollars (un gain de 40 milliers de dollars en 2015).

(a) Contrats à terme de change

Au 31 décembre 2016, le montant notionnel des contrats de change à terme en cours s'élevait à 4 500 milliers d'euros (5 500 milliers d'euros en 2015).

Les transactions couvertes hautement probables libellées en euros devraient être réalisées à différentes dates au cours des douze prochains mois. Au 31 décembre 2016, les gains et les pertes comptabilisés en couverture de flux de trésorerie au sein des capitaux propres au titre des contrats à terme de change sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle la transaction couverte affecte le résultat.

L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture correspond à la juste valeur des instruments dérivés inscrits à l'actif du bilan.

(b) Options d'achat ou de vente de devises

Au 31 décembre 2016, le montant notionnel des options sur devises en cours s'élevait à 2 000 milliers d'euros (4 000 milliers d'euros en 2015).

Les transactions couvertes hautement probables libellées en devises étrangères devraient être réalisées à différentes dates au cours des douze prochains mois. Au 31 décembre 2016, les gains et les pertes comptabilisés en couverture de flux de trésorerie au sein des capitaux propres au titre des options d'achat ou de vente de devises sont enregistrés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle la transaction couverte affecte le résultat.

L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture correspond à la juste valeur des instruments dérivés inscrits à l'actif du bilan.

### 13. Stocks

Les stocks s'analysent de la manière suivante :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Produits en cours et finis	14 747	65
Moins : provision pour dépréciation des stocks	(6 805)	-
	<b>7 943</b>	<b>65</b>

Au 31 décembre 2015, les stocks comprenaient les produits correspondants à l'activité semi-conducteurs du Groupe. Au 31 décembre 2016, les stocks ont été cédés dans le cadre de la vente de l'activité semi-conducteur.

### 14. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés, nets, se décomposent de la manière suivante :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Clients et comptes rattachés	8 469	8 682
Moins : provision pour clients douteux	(188)	(52)
<b>Clients et comptes rattachés, nets</b>	<b>8 282</b>	<b>8 630</b>

Les clients et comptes rattachés se détaillent de la façon suivante :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Clients	8 190	7 422
Clients - factures à établir	647	1 628
Avoirs à émettre	(368)	(368)
<b>Clients et comptes rattachés</b>	<b>8 469</b>	<b>8 682</b>

Au 31 décembre 2016, 2 121 milliers de dollars de créances étaient échues mais non provisionnées. Elles sont relatives à des clients pour lesquels il n'y a pas d'antécédents d'impayés et sont en cours de recouvrement.

Le classement par antériorité des créances clients est indiqué ci-après :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>Total</b>	<b>Non échues</b>	<b>1 à 30 jours</b>	<b>30 à 60 jours</b>	<b>60 à 90 jours</b>	<b>90 à 120 jours</b>	<b>Plus de 120 jours</b>
<b>2015</b>	8 190	4 064	1 939	1 120	575	119	374
<b>2016</b>	7 422	5 301	550	1 027	91	0	453

La provision pour dépréciation des créances clients a évolué de la manière suivante :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Au 1er janvier	(498)	(188)
Dotations aux provisions pour créances douteuses	(178)	-
Reprises de provisions utilisées	109	136
Reprises de provisions non utilisées	380	-
<b>Au 31 décembre</b>	<b>(188)</b>	<b>(52)</b>

Les dotations et reprises de la provision pour dépréciation des créances clients sont inscrites sur la ligne "Frais commerciaux et de marketing" au compte de résultat.

Au 31 décembre 2016, 71% de la valeur nette comptable des clients et comptes rattachés et des autres actifs courants est libellée en dollars (73% au 31 décembre 2015).

L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture représente la juste valeur de chaque catégorie de créances. Le Groupe ne détient aucune garantie sur ces créances.

Le Groupe avait mis en place en 2011 des contrats d'affacturage en euros et en dollars avec Natixis Factor, incluant un fonds de garantie et adossés à un contrat d'assurance-crédit. Le risque de non recouvrement et de retard de paiement étant transféré à la banque, les créances cédées dans le cadre du programme n'étaient plus comptabilisées au bilan. En juin 2016, la Société a dénoncé ces contrats et le Groupe ne fait plus appel à l'affacturage depuis. Tous les comptes courants et compte de réserves de garanties avec Natixis Factor ont été débouclés au 31 décembre 2016.

Le montant des créances cédées dont l'échéance était postérieure au 31 décembre 2015, pour lesquelles la quasi-totalité des risques et avantages était transférée ne figuraient pas à l'actif du bilan Les contrats d'affacturage étant arrêtés, au 31 décembre 2016 il n'y a plus de créances cédées :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Créances cédées et sorties de l'actif	4 039	-
Réserve de garantie	(230)	-
<b>Trésorerie reçue en contrepartie des cessions de créances</b>	<b>3 809</b>	<b>-</b>

## **15. Obligations remboursables en actions**

Le 20 septembre 2016, la Société a finalisé la cession de son activité semi-conducteurs à WISeKey. À la réalisation de l'accord, la Société s'est vue attribuer pour paiement partiel du prix des obligations remboursables en actions cotées de la société WISeKey International Holding Ltd pour un montant nominal de 11 000 milliers CHF (11 287 milliers de dollars). Les obligations ont une échéance de neuf mois et peuvent être converties, à l'issue d'une période de deux mois suivant leur attribution, en actions WISeKey, librement négociables, moyennant une décote minimale de 10% sur le prix moyen pondéré par les volumes des quinze jours de bourse précédant la date de conversion. Par exception, WISeKey a le droit de rembourser en numéraire les obligations non converties, et la Société peut demander, 20 jours avant le terme de l'emprunt obligataires, le remboursement en numéraire pour un maximum de 30% du montant des obligations émises.

Postérieurement à la clôture le Groupe a converti 20% du nominal et a commencé à céder une partie de ces actions sur le marché.

L'emprunt obligataire a été valorisé à sa juste valeur à la date d'attribution, soit 12 899 milliers de dollars et la différence avec la valeur nominale (soit 1 612 milliers de dollars) est venue augmenter le produit de cession de l'activité semi-conducteurs à la réalisation de l'opération. La juste valeur au 31 décembre 2016 s'élève à 11 648 milliers de dollars, en conséquence le Groupe a enregistré une charge financière (activités poursuivies) de 1 251 milliers de dollars (dont 560 milliers de dollars relatifs à l'effet de change).

## 16. Autres créances

Les autres créances se détaillent de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2015	2016
Dépôts et garanties	334	314
Crédit d'impôt recherche	18 008	3 174
Créances fiscales et de TVA	330	350
Créances clients à plus d'un an	247	1 458
Autres créances	103	66
<b>Autres créances - Part non courante</b>	<b>19 022</b>	<b>5 361</b>
Crédit d'impôt recherche	6 729	655
Charges constatées d'avance	2 442	1 094
Créances fiscales et de TVA	1 786	699
Autres créances	1 808	2 397
<b>Autres créances - Part courante</b>	<b>12 764</b>	<b>4 845</b>
<b>Total Autres créances</b>	<b>31 786</b>	<b>10 206</b>

La créance client à plus d'un an au 31 décembre 2016 est relative à un différé de paiement négocié à la signature du contrat et sera réglée en juillet 2018.

Le groupe avait procédé, au cours des exercices précédents et en 2016 à la cession-escompte de trois créances de Crédit d'Impôt Recherche (CIR), relatives aux dépenses éligibles engagées au cours des années 2013, 2014 et 2015. Ces contrats ne permettant pas de décomptabiliser les créances considérées, la trésorerie reçue à ce titre avait donc été comptabilisée en contrepartie d'une dette bancaire (voir Note 23).

En décembre 2016, les trois contrats conclus précédemment ont été renégociés avec l'établissement de crédit cessionnaire. Cette renégociation, sans impact sur la trésorerie, a permis le transfert de la quasi-totalité des risques et avantages attachés à ces créances au cessionnaire, le risque de redressement fiscal, conservé par le groupe, étant considéré comme marginal. Les créances cédées ont en conséquence été décomptabilisées pour un montant de 15 776 milliers de dollars et la dette bancaire a été diminuée de 17 468 milliers de dollars (voir note 23). Une créance vis-à-vis de l'établissement de crédit cessionnaire a été constatée pour un montant de 1 609 milliers de dollars, correspondant en substance à une retenue de garantie, et qui, compte tenu de son dimensionnement et des modalités de restitution au groupe, ne remet pas en cause le transfert au cessionnaire de la quasi-totalité des risques et avantages des créances cédées. Le Groupe a enregistré en charges opérationnelles (frais de recherche et développement) un montant de 482 milliers de dollars correspondant à la part d'intérêts précomptés, sur la durée courant entre décembre 2016 et l'échéance de chacune de ces créances, qu'il avait acquittés à l'occasion du financement initial de ces créances.

Conformément aux principes comptables généralement admis, la créance relative au CIR ne fait pas l'objet d'une actualisation.

La variation de la créance de crédit d'impôt recherche sur l'exercice se présente comme suit :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Au 1er janvier</b>	<b>28 686</b>	<b>24 736</b>
Créance de crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice	5 460	2 193
Décomptabilisation des créances de crédit impôt recherche financées	-	(15 776)
Remboursement de créance de crédit impôt recherche	(6 295)	(6 729)
Gains / (pertes) de change	(3 115)	(595)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>24 736</b>	<b>3 829</b>

Au 31 décembre 2016 la part courante s'élève à 655 milliers de dollars et la part non courante s'élève à 3 174 milliers de dollars.

## **17. Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent de la manière suivante :

<b>En milliers de dollars</b>	<b>2 015</b>	<b>2 016</b>
Liquidités en banques	16 274	27 081
Valeurs mobilières de placement	160	-
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie</b>	<b>16 434</b>	<b>27 081</b>

Au 31 décembre 2016 et 2015, la part de la trésorerie et des équivalents de trésorerie libellés en dollars américains s'élève à environ 92% et 84% respectivement.

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme sont placés auprès d'institutions financières de premier rang, principalement en France. La direction du Groupe surveille la qualité de ses placements et la solvabilité de ses contreparties et estime que son exposition au risque de défaillance de l'une d'entre elles est minime. Par conséquent, le Groupe considère que son exposition au risque de crédit ou de contrepartie est très faible, voire marginale.

## 18. Capital

Les variations du capital se décomposent de la manière suivante :

<b>En milliers de dollars, sauf nombre d'actions</b>	<b>Nombre d'actions</b>	<b>Capital social</b>	<b>Prime d'émission</b>	<b>Total</b>
<b>Au 1er janvier 2015</b>	<b>34 328 848</b>	<b>18 020</b>	<b>225 820</b>	<b>243 840</b>
Ligne de financement en fonds propres	400 000	180	698	878
Exercice de stocks options et/ou attribution définitive d'actions gratuites	42500	18	-	18
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>34 771 348</b>	<b>18 218</b>	<b>226 518</b>	<b>244 736</b>
Opérations sur le capital	8 345 118	3 800	1 511	5 311
Exercice de stocks options et/ou attribution définitive d'actions gratuites	10 533	5	-	5
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>43 126 999</b>	<b>22 023</b>	<b>228 029</b>	<b>250 052</b>

### Exercice 2015

Durant cet exercice, la Société a procédé à des augmentations de capital dans le cadre :

- d'une ligne de financement en fonds propres (« equity line ») avec Kepler Cheuvreux dans le cadre de laquelle Kepler Cheuvreux s'est engagé à souscrire des actions nouvelles, pendant une période de deux ans, dans la limite d'une enveloppe totale de 3 400 000 actions, sous réserve que les conditions définies par les parties soient respectées. Au cours de l'exercice 2015, 400 000 actions nouvelles ont été émises dans le cadre de ce contrat, correspondant à une augmentation de capital de 870 milliers de dollars, prime d'émission incluse,
- de l'acquisition définitive d'actions gratuites accordées à des salariés.

### Exercice 2016

Durant cet exercice, la Société a procédé à des augmentations de capital dans le cadre :

- d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires lancée le 31 mars 2016 sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (l'« Augmentation de Capital ») et finalisée le 22 avril 2016. Le produit de l'Augmentation de Capital, net des frais d'émission et prime d'émission incluse, s'élève à 5 172 milliers d'euros et se traduit par l'émission de 8 345 118 actions nouvelles au prix unitaire de 0,62 euros (en dollars, au taux en vigueur à la date de la transaction, le produit net de l'Augmentation de Capital représente 5 311 milliers de dollars),
- de l'acquisition définitive d'actions gratuites pour un montant de 5 milliers de dollars.

## 19. Paiements fondés sur des actions

Le Groupe attribue des options sur actions, des actions gratuites et des bons de souscription d'actions à certains dirigeants, salariés et tiers (fournisseurs de services).

Au 31 décembre 2016, les paiements en actions en cours sont décrits dans le tableau ci-dessous :

Plan	Date d'allocation	Prix d'exercice en \$	Vesting / Conditions	Nombre d'instruments	Date d'expiration
BSA 2007-02	30/08/2007	7,06	3 ans - acquisition graduelle	2 205	10/10/2017
BSA 2007-4	30/08/2007	7,06	1 an - acquisition graduelle	750	30/08/2017
BSA 2007-4 (2ième tranche)	18/12/2008	7,06	1 an - acquisition graduelle	750	18/12/2018
BSA 2007-3	21/09/2007	7,06	2 ans - acquisition graduelle	1 000	21/09/2017
BSA 2007-3 (2eme tranche)	21/09/2007	7,06	2 ans - acquisition graduelle	1 000	21/09/2017
BSA 2007-5	21/12/2007	10,06	2 ans - acquisition graduelle	2 000	22/08/2018
BSA 8	02/10/2008	10,06	3 ans - acquisition graduelle	3 200	02/10/2018
Options 2007-1-F	03/11/2008	10,06	5 ans - acquisition graduelle et être membre du directoire	64 041	19/06/2017
SO	26/07/2012	3,07	10 ans - acquisition graduelle.	15 266	26/02/2022
SO	20/02/2013	2,89	10 ans - acquisition graduelle	15 801	20/02/2022
SO	20/02/2013	2,89	10 ans - acquisition graduelle	79 004	20/02/2023
SO	27/08/2013	2,45	10 ans - acquisition graduelle	47 409	27/08/2023
SO	27/08/2013	2,45	10 ans - acquisition graduelle	15 803	27/02/2023
SO	23/04/2014	3,66	4 ans - acquisition graduelle	15 800	23/04/2024
SO	22/07/2014	4,54	4 ans - acquisition graduelle	242 264	22/01/2024
SO	22/07/2014	4,54	4 ans - acquisition graduelle	73 736	22/07/2024
SO	28/08/2014	4,21	3 ans - acquisition graduelle	47 400	28/08/2024
SO - Résidents US	16/12/2016	2,34	3 ans - acquisition graduelle	394 000	16/12/2026
SO - Résidents hors US	16/12/2016	2,01	3 ans - acquisition graduelle	761 000	16/12/2026
SO - Résidents hors US	16/12/2016	2,01	3 ans - acquisition graduelle	45 000	16/12/2026
Actions gratuites	23/03/2015	-	3 ans - acquisition graduelle - résidents français	152 873	NA
Actions gratuites	23/03/2015	-	5 ans - acquisition graduelle - étrangers	28 288	NA
Actions gratuites	02/02/2016	-	3 ans - acquisition graduelle, avec conditions de performance sur le cours	864 000	NA
Actions gratuites	30/05/2016	-	3 ans - acquisition graduelle, avec conditions de performance sur le cours	51 317	NA
Actions gratuites	16/12/2016	-	3 ans - acquisition graduelle, avec conditions de performance sur le cours	600 000	NA

Les paiements en actions sont subordonnés à l'accomplissement d'un certain nombre d'années de service (la période d'acquisition des droits). Certains paiements en actions sont exerçables sous réserve que les actions ordinaires du Groupe atteignent une certaine valeur. Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler les paiements en actions en numéraire.

Le nombre de bons de souscription d'action en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2 015		2 016	
	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre de bons (en milliers)	Prix d'exercice moyen en \$ par action	bons (en milliers)
Au 1er janvier	5,6	78	7,8	16
Octroyées	-	-	-	-
Caduques	5,0	(63)	4,2	(5)
Exercées	-	-	-	-
Echues	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre</b>	<b>7,8</b>	<b>16</b>	<b>8,9</b>	<b>11</b>

Aucun bon de souscription d'actions n'a été exercé en 2016, 4 200 sont devenus caduques en 2016.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	<b>2 015</b>	<b>Nombre d'options (en milliers)</b>	<b>2 016</b>	<b>d'options (en milliers)</b>
	<b>Prix d'exercice moyen en € par action</b>		<b>Prix d'exercice moyen en € par action</b>	
Au 1er janvier	5,0	1 181	5,0	891
Octroyées	-	-	2,2	1 200
Caduques	4,3	(290)	4,6	(275)
Exercées	-	-	-	-
Echues	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre</b>	<b>5,0</b>	<b>891</b>	<b>3,0</b>	<b>1 817</b>

L'évolution du nombre d'actions gratuites en cours d'acquisition est présentée ci-dessous :

	<b>2 015</b>	<b>2 016</b>
	<b>Nombre d'actions gratuites (en milliers)</b>	<b>Nombre d'actions gratuites (en milliers)</b>
Au 1er janvier	435	272
Octroyées	-	1 684
Acquises	(13)	(11)
Caduques	(151)	(249)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>272</b>	<b>1 696</b>

La charge constatée au cours de l'exercice 2016 s'est élevée à 627 milliers de dollars (478 milliers de dollars pour la période 2015).

## 20. Report à nouveau et autres réserves

Le report à nouveau et les autres réserves se décomposent de la manière suivante :

<b>En milliers de dollars</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Au 1er janvier</b>	<b>(153 141)</b>	<b>(195 969)</b>
Résultat de l'exercice	(44 583)	12 344
Paiements fondés sur des actions - Charges de l'exercice	478	627
Exercice de stocks options et/ou attribution définitive d'actions	(43)	-
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	252	(342)
Couverture des flux de trésorerie	695	(68)
Affectation en réserve non disponible	-	-
Différences de conversion	345	(2 920)
Rachat d'actions propres	29	(53)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>(195 969)</b>	<b>(186 382)</b>
Dont :		
Report à nouveau et résultat	(211 218)	(198 875)
Réserve légale	-	-
Réserve indisponible	2 618	2 618
Résultat global accumulé	256	(154)
Paiements fondés sur des actions	11 765	12 391
Différences de conversion	1 061	(1 857)
Rachat d'actions propres	(450)	(504)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>(195 969)</b>	<b>(186 382)</b>

En France, 5% du bénéfice annuel réalisé par les sociétés est doté en réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne 10% du capital social. Le Groupe ayant généré des pertes dans le passé, aucune dotation n'a été effectuée.

## 21. Fournisseurs et dettes rattachées

Les comptes fournisseurs et dettes rattachées se décomposent de la manière suivante :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Fournisseurs	9 001	4 297
Charges à payer	2 032	2 196
Salaires et charges sociales	4 712	4 481
Acomptes reçus des clients	1 487	549
<b>Total</b>	<b>17 232</b>	<b>11 524</b>

## 22. Passifs sur accord de licence et activités transférées

Le poste « Passifs sur accord de licence et activités transférées » se décompose comme suit :

<b>En milliers de dollars</b>	<b>31 décembre 2015</b>	<b>31 décembre 2016</b>
Passif sur accord de licence	1 544	-
Provision pour contrat onéreux - Presto Engineering	6 850	-
<b>Total</b>	<b>8 394</b>	<b>-</b>
Dont :		
Part à long terme	1 908	-
Part à court terme	6 486	-

Le Groupe avait constaté un passif correspondant à un accord de licence conclu dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS en septembre 2010 et une provision pour contrat onéreux dans le cadre du transfert des activités d'industrialisation et de gestion de la chaîne d'approvisionnement des produits semi-conducteurs d'Inside Secure à la société Presto Engineering Inc. Ces contrats ont été transférés dans le cadre de la cession de l'activité semi-conducteurs en 2016 et ne figurent donc plus au bilan au 31 décembre 2016.

## 23. Dettes financières

Les dettes financières s'analysent comme suit :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>Non courant</b>		
Contrat de financement du crédit d'impôt recherche	11 311	-
Contrats de location-financement	174	-
Autres dettes financières	321	128
	<b>11 806</b>	<b>128</b>
<b>Courant</b>		
Contrat de financement du crédit d'impôt recherche	6 157	-
Contrats de location-financement	148	-
Autres dettes financières	253	670
	<b>6 558</b>	<b>670</b>
<b>Total</b>	<b>18 365</b>	<b>798</b>

Au 31 décembre 2016 la dette relative au financement du crédit d'impôt recherche est décomptabilisée suite à la renégociation avec l'établissement de crédit (voir Note 16).

Le poste « Autres dettes financières » inclut le montant de l'avance remboursable comportant un échéancier déterminé et le financement du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Les options d'achat sur les contrats de location financement ont été levées au cours de l'exercice 2016.

## 24. Avances remboursables

Les avances remboursables se détaillent de la façon suivante :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Avances remboursables Bpifrance	5 056	-
<b>Total</b>	<b>5 056</b>	<b>-</b>
<i>Autres dettes - Part non courante</i>	<i>5 056</i>	<i>-</i>
<i>Autres dettes - Part courante</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

Le Groupe a bénéficié d'avances remboursables auprès de Bpifrance au titre de programmes de recherche et d'innovation. Ces avances sont remboursables si et seulement si les objectifs commerciaux définis contractuellement ont été atteints. Le remboursement de ces avances est conditionné à l'atteinte d'objectifs de chiffre d'affaires sur les projets concernés. Les avances remboursables sont comptabilisées à la valeur nominale et ne portent pas d'intérêts. Les avances remboursables étant libellées en euros, le montant inscrit au bilan peut être affecté par la variation des cours de change. Les avances remboursables ont été transférées dans le cadre de la cession de l'activité semi-conducteurs en 2016 et ne figurent donc plus au bilan au 31 décembre 2016.

## 25. Engagements de retraite et avantages assimilés

En France, le Groupe cotise au régime national de retraite et ses engagements auprès des salariés en termes de retraite se limitent à une indemnité forfaitaire basée sur l'ancienneté et versée dès lors que le salarié atteint l'âge de la retraite. Cette indemnité de départ à la retraite est déterminée pour chaque salarié en fonction de son ancienneté et de son dernier salaire prévu. Au Royaume-Uni, le Groupe contribue à un régime à cotisations définies qui limite son engagement aux cotisations versées.

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Provision pour engagements de retraite	993	336

Les variations de l'obligation au titre du régime à prestations définies durant l'exercice sont présentées ci-après :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Au 1 <sup>er</sup> janvier	1 503	993
Coût des services rendus au cours de la période	160	86
Coût financier	22	15
(Gains)/ pertes actuarielles	(287)	65
Réduction des effectifs / Transferts	(277)	(833)
Différences de conversion	(128)	11
<b>Au 31 décembre</b>	<b>993</b>	<b>336</b>

Les montants constatés au compte de résultat sont déterminés de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2015	2016
Coût des services rendus au cours de la période	160	86
Coût financier	22	15
<b>Au 31 décembre</b>	<b>182</b>	<b>101</b>

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	2015	2016
Taux d'actualisation	2,03%	1,38%
Taux de revalorisation des salaires (y compris inflation)	3%	3%
Taux d'inflation	2%	2%

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs sont déterminées sur la base de données provenant de statistiques publiées et de données historiques en France.

Les obligations comptabilisées au 31 décembre 2016 tiennent compte des dernières dispositions en matière de droit à la retraite.

La sensibilité des obligations relatives aux engagements de retraite par rapport aux variations du taux d'actualisation est la suivante :

	Changement d'hypothèse	Impact
Taux d'actualisation	Augmentation / Diminution de 0,25 points	Augmentation / Diminution de 4,2%

## 26. Provisions pour autres passifs

Les provisions pour autres passifs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	Litiges sociaux	Litiges commerciaux	Restructuration	Autres	Total
<b>Au 1er janvier 2016</b>	<b>40</b>	<b>475</b>	<b>-</b>	<b>175</b>	<b>689</b>
Impact sur le compte de résultat					
- Dotation aux provisions	-	1 650	2 654	-	<b>4 304</b>
- Reprises de provisions non utilisées	-	(160)	-	(175)	<b>(335)</b>
- Reprises de provisions utilisées	(40)	(338)	-	-	<b>(378)</b>
Ecarts de conversion	-	28	-	-	<b>28</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>-</b>	<b>1 655</b>	<b>2 654</b>	<b>-</b>	<b>4 308</b>

### Litiges sociaux et commerciaux

Le Groupe est sujet à des procédures juridiques en relation avec le cours normal des affaires. La direction du Groupe considère que les coûts finaux engendrés par ces litiges n'auront pas d'impact négatif significatif sur la situation financière consolidée du Groupe, sur le résultat des opérations et sur les flux de trésorerie.

## Provision pour restructuration

La provision de 2 654 milliers de dollars au 31 décembre 2016 correspond aux coûts restant à engager liés à la restructuration décrite en note 1, en ce compris des contrats devenus défavorables.

### 27. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance se détaillent de la façon suivante :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Maintenance	2 000	2 419
Licences	951	308
Royalties	327	992
<b>Au 31 décembre</b>	<b>3 278</b>	<b>3 719</b>

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement à des facturations des maintenances et des licences dont le chiffre d'affaires est constaté au fur et à mesure que les critères de reconnaissance de revenu sont remplis.

### 28. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement se décomposent de la manière suivante :

<b>(En milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Frais de recherche et développement	11 959	17 178
Paiements fondés sur des actions	209	134
Crédit d'impôt recherche	(1 522)	(2 055)
Subventions	-	-
<b>Total</b>	<b>10 646</b>	<b>15 257</b>

Le crédit d'impôt recherche varie en fonction de l'effort de recherche correspondant, celui-ci pouvant fluctuer de manière significative suivant les périodes en fonction de la nature et de l'avancement des projets en cours et des subventions encaissées.

### 29. Autres produits / (charges) opérationnels, nets

Les autres produits / (charges) opérationnels, nets, se décomposent de la manière suivante :

<b>(En milliers de dollars)</b>	<b>Exercice clos le</b>	
	<b>31 décembre 2015</b>	<b>31 décembre 2016</b>
Coûts de restructuration / Charges liées aux départs	(812)	(3 849)
Frais externes attribuables à l'acquisition de Metaforic	(23)	-
Gains/ (pertes) de change opérationnels, nets	(1 354)	(367)
Autres	(218)	-
<b>Total</b>	<b>(2 407)</b>	<b>(4 216)</b>

Les pertes et gains de change opérationnels sont relatifs aux écarts de change réalisés sur des transactions à caractère opérationnel dénouées sur l'exercice ainsi qu'à l'impact de la réévaluation au taux de clôture des actifs et passifs d'exploitation libellés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle des sociétés consolidées.

### 30. Charges par nature

Les charges par nature se décomposent de la manière suivante :

(En milliers de dollars)	2015	2016
Amortissement et dépréciations	1 288	1 369
Salaires et traitements	19 037	22 097
Dotations aux amortissements et aux provisions des actifs acquis	9 714	3 818
Coûts de restructuration	902	3 849
Sous-traitance	1 863	1 663
Service extérieurs	4 307	5 486
Frais de voyage et d'animation	1 593	1 398
Loyers des bâtiments et des bureaux	1 293	1 387
Marketing et publicité	798	771
Honoraires, commissions sur ventes et redevances	4 385	7 680
Subventions et crédit d'impôt recherche	(1 522)	(2 055)
Gains/ (pertes) de change opérationnels, nets	1 354	367
Autres	415	-
<b>Total</b>	<b>45 427</b>	<b>47 830</b>

### 31. Charges liées aux avantages du personnel

Les charges liées aux avantages du personnel se décomposent de la manière suivante :

(En milliers de dollars)	2015	2016
Salaires et traitements	13 885	16 694
Charges sociales	4 582	4 660
Paiements fondés sur des actions	478	631
Engagements de retraite	92	112
<b>Total</b>	<b>19 037</b>	<b>22 097</b>

Au 31 décembre 2016, les effectifs du Groupe s'élevaient à 158 salariés (dont 3 CDD).

Par fonction	2016
Direction et fonctions support	29
Recherche & développement	87
Ventes & marketing	42
<b>Total</b>	<b>158</b>

### 32. Produits / (charges) financiers, nets

Les produits / (charges) financiers se décomposent de la manière suivante :

<b>(En milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Pertes de changes	(1 572)	(3 869)
Intérêts financiers	(671)	(1 108)
<b>Charges financières</b>	<b>(2 243)</b>	<b>(4 976)</b>
Gains de change	1 149	4 031
Produits financiers	112	261
<b>Produits financiers</b>	<b>1 261</b>	<b>4 292</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(983)</b>	<b>(684)</b>

Les pertes et gains de change sont relatifs à des opérations à caractère financier dénouées sur l'exercice ainsi qu'à l'impact de la réévaluation en dollar au taux de clôture de la trésorerie libellée en euros.

### 33. Charge d'impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la manière suivante :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Impôts calculés sur la base des taux d'impôt applicables dans les différents pays		
- France	(186)	(1 577)
- Hollande	(5)	(54)
- Royaume Uni	(101)	-
- Etats-Unis	17	(3)
- Singapour	(1)	-
- Japon	-	(9)
- Finlande	(58)	(52)
	<b>(335)</b>	<b>(1 695)</b>

Le montant de l'impôt sur le résultat du Groupe est différent du montant théorique qui résulterait du taux d'imposition calculé sur la base du taux d'impôt applicable en France en raison des éléments suivants :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Résultat avant impôt	(19 315)	1 430
Impôt calculé sur la base du taux d'impôt applicable dans la société mère (34,43%)	6 650	(492)
Impact des différences de taux d'imposition	36	(49)
<b>Effet d'impôt sur</b>		
Déficits reportables de la période (non constatés) / utilisés	(7 967)	477
Crédit d'impôt recherche non assujéti à l'impôt	524	708
Paiements fondés sur des actions non déductibles	(165)	(216)
Retenues à la source non utilisées	(213)	(1 264)
Autres différences	799	(859)
<b>Impôt effectif</b>	<b>(335)</b>	<b>(1 695)</b>

Les déficits fiscaux reportables des entités françaises qui n'ont pas donné lieu à la reconnaissance d'un impôt différé actif sont imputables sans limitation de durée sur les futurs profits taxables et s'élèvent à 202 millions de dollars au 31 décembre 2016 (contre 211 millions de dollars au 31 décembre 2015).

### 34. Résultat par action

#### (a) De base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice :

	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Perte attribuable aux actionnaires de la Société (en milliers de dollars)	(44 583)	12 344
Nombre moyen pondéré d'actions en circulations	34 598 738	40 557 879
<b>Résultat net par action (en dollar)</b>	<b>(1,29)</b>	<b>0,30</b>
Résultat net par action des activités poursuivies (en dollar)	(0,57)	(0,01)
Résultat net par action des activités non poursuivies (en dollar)	(0,72)	0,31

La variation du résultat par action provient des augmentations de capital réalisées en cours d'année qui impactent le nombre moyen pondéré d'actions en circulation et de l'amélioration du résultat net.

#### (b) Dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

Le Groupe possède trois catégories d'instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif : des actions gratuites, des bons de souscription et des options sur actions.

Pour les périodes 2015 et 2016, les bons de souscriptions et options sur actions relatifs aux plans en cours ont eu un prix d'exercice supérieur au cours moyen de l'action et n'ont donc pas été pris en compte dans le calcul du résultat dilué par action. En ce qui concerne les actions gratuites, celles ayant un effet dilutif sont très peu nombreuses, en raison des conditions de performance attachées à leur acquisition. Par conséquent, après prise en compte du faible nombre d'actions dilutives, le résultat dilué par action est égal au résultat de base.

Lorsque la conversion des options a pour effet de porter la perte diluée par action à un montant supérieur à la perte de base par action, l'effet de la dilution n'est pas pris en compte.

### 35. Activités non poursuivies

Le compte de résultat de l'activité non poursuivie se présente comme suit :

En milliers de dollars	Exercice clos le 31 décembre	
	2015	2016
Chiffre d'affaires	43 186	33 253
<b>Coût des ventes</b>	<b>(34 887)</b>	<b>(20 941)</b>
<b>Marge brute</b>	<b>8 299</b>	<b>12 312</b>
Frais de recherche et développement	(14 134)	(5 086)
Frais commerciaux et de marketing	(7 400)	(4 845)
Frais généraux et administratifs	(949)	(1 384)
Autres produits / (charges) opérationnels, nets	(10 575)	(5 466)
<b>Résultat opérationnel des activités non poursuivies</b>	<b>(24 758)</b>	<b>(4 469)</b>
Produits / (charges) financiers, nets	(175)	74
Produit de cession de l'activité semi conducteur (note 1)	-	17 004
<b>Résultat net consolidé des activités poursuivies</b>	<b>(24 933)</b>	<b>12 609</b>

Le tableau des flux de trésorerie de l'activité non poursuivie se présente comme suit :

En milliers de dollars	31 décembre 2015	31 décembre 2016
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>(24 933)</b>	<b>12 609</b>
Elimination des éléments sans incidence de trésorerie :		
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	1 269	-
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	1 876	-
Dépréciation d'actifs immobilisés	5 064	-
Reprise de provision non utilisée sur le passif sur accord de licence SMS	(2 403)	-
Transfert d'activités à Presto Engineering - Part sans impact de trésorerie	7 198	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des stocks, nettes (Reprises) / Dotations aux provisions sur autres créances	(76) -	(4 032) 1 445
Résultat financier	175	191
Résultat sur cessions d'actifs	617	(17 005)
Variations de la provision pour engagements de retraite	(346)	77
Variations des provisions pour risques	450	3 141
Flux nets de trésorerie générés/(absorbés) par l'activité	<b>(11 110)</b>	<b>(3 575)</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement :</b>		
Stocks	1 995	8 577
Clients et comptes rattachés	8 736	(7 646)
Créances clients cédés et décomptabilisées	(6 278)	-
Autres créances	127	1 127
Crédit d'impôt recherche et subventions	(2 055)	-
Fournisseurs et dettes rattachées	(8 622)	(2 051)
Autres dettes		
Flux nets de trésorerie générés/(absorbés) par le besoin en fonds de roulement	(6 097)	6
<b>Flux nets de trésorerie générés/(absorbés) par l'activité</b>	<b>(17 207)</b>	<b>(3 568)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		
Cession de l'activité semi conducteur, nette de la trésorerie cédée	-	2 082
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(592)	-
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(592)</b>	<b>2 082</b>

### 36. Engagements

#### *Engagements au titre des contrats de location simple*

Le Groupe loue des bureaux dans le cadre de contrats de location simple non résiliables. La majorité de ces contrats de location sont renouvelables à la fin de la période de location aux prix du marché.

Le Groupe loue également certains équipements sous des contrats de locations résiliables.

Les paiements futurs minimum concernant les contrats de location non résiliables sont les suivants :

<b>(En milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Location - paiements futurs minimum		
A moins d'un an	1 391	1 593
Entre 1 et 5 ans	3 795	2 579
A plus de cinq ans	-	-
<b>Total</b>	<b>5 186</b>	<b>4 172</b>

Le Groupe a signé en août 2012 un contrat de bail portant sur un bâtiment qui abrite son siège social. La durée initiale de ce contrat de location est de six ans. Les paiements de loyers résiduels sont inclus dans le tableau ci-dessus.

### **37. Transactions avec les parties liées**

#### *(a) Transactions avec les entreprises liées*

Le Groupe achète des prestations de conseil et d'audit à la société Leyton & Associés, dont le Groupe et Leyton & Associés ont pour actionnaire commun la société d'investissement GIMV. Ces prestations ont été conclues à des conditions normales de marché, sans l'implication de l'actionnaire commun, et se sont élevées à 107 milliers de dollars et 129 milliers de dollars pour 2016 et 2015, respectivement.

Monsieur Amedeo D'Angelo, président du directoire de la Société est également président du comité de surveillance de la société Lixens, une société qui est fournisseur d'Inside Secure. Les achats et prestations réalisés en 2016 se sont élevés à 52 milliers de dollars (contre 1 506 milliers de dollars en 2015). Ces achats et prestations ont été conclus à des conditions normales de marché, sans l'implication du mandataire social commun. Consécutivement à la cession de son activité semi-conducteurs en septembre 2016, Inside Secure n'a plus de relation commerciale avec la société Lixens depuis cette date.

La Société a obtenu des financements (voir note 24 ci-dessus) auprès du groupe Bpifrance, dont l'une des sociétés est également actionnaire de la Société et membre de son conseil de surveillance jusqu'en décembre 2016. Ces financements ont été conclus à des conditions normales de marché, sans l'implication du représentant de l'actionnaire.

#### *(b) Rémunération des principaux dirigeants*

Les principaux dirigeants sont composés des membres du directoire. Les rémunérations versées aux principaux dirigeants sont les suivantes :

<b>(en milliers de dollars)</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Salaires et traitements	1 695	852
Paiements fondés sur des instruments de capitaux propres	127	301
<b>Total</b>	<b>1 822</b>	<b>1 153</b>

### 38. Evénements postérieurs à la date de clôture

Sans objet.

### 39. Honoraires des commissaires aux comptes

(En milliers de dollars)	PwC	Antoine Olanda
Certification des comptes	199	34
Services autres que la certification des comptes	70	-
<b>Total</b>	<b>269</b>	<b>34</b>

### 40. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2016 comprennent les comptes d'INSIDE Secure, la société mère, ainsi que ceux des entités suivantes :

Pays	Société	Pourcentage de détention		Date d'entrée dans le périmètre	Méthode de consolidation	Mode Acquisition/ création
		31 décembre 2015	31 décembre 2016			
France	Inside Secure France	100%	100%	2012	Global	Création
Etats-Unis	INSIDE Secure Corporation	100%	100%	2002	Global	Création
Singapour	INSIDE Secure (Asia) Pte Ltd	100%	Cédée	2007	Global	Création
France	Vault-IC France SAS	100%	Cédée	2010	Global	Acquisition
Royaume Uni	Inside Secure UK (ex.Vault-IC UK Ltd)	100%	100%	2010	Global	Acquisition
Pays-Bas	INSIDE Secure B.V	100%	100%	2012	Global	Acquisition
Pays-Bas	INSIDE Secure Amsterdam B.V	100%	100%	2012	Global	Acquisition
Finland	INSIDE Secure Oy	100%	100%	2012	Global	Acquisition
Japon	INSIDE Secure K.K	100%	100%	2013	Global	Création
Etats-Unis	Metaforic Corp	100%	Liquidée	2014	Global	Acquisition
Royaume Uni	Metaforic Ltd	100%	100%	2014	Global	Acquisition

Au cours de l'année 2016, le périmètre de consolidation a évolué en conséquence des événements suivants :

- le 20 septembre 2016, la Société a cédé à la société WISEKey la totalité des actions composant le capital de ses filiales Vault-IC France SAS et Inside Secure Asia Pte. Ltd (Singapour) dans le cadre de la cession de son activité semi-conducteurs ;
- dans le cadre de la simplification de l'organisation et de la structure du Groupe, la société Metaforic Inc. (Etats-Unis) qui n'avait plus d'activité a été liquidée en décembre 2016.

Toutes les sociétés ont une date de clôture annuelle au 31 décembre 2016.

Il est également à noter que la société Vault-IC UK Ltd a été renommée en Inside Secure UK Ltd en 2016.